

LES ACTIONS CULTURELLES DANS LES QUARTIERS ENTRE LE PERENNE ET L'EPHEMERE

Organisé par l'agence pour le développement des relations Interculturelles (ADRI)

10 Novembre 1999 (14h – 18h)

Parquet de Bal

André VIDEAU - Bonjour à tous. En ouverture, je donne la parole à Luc Gruson, qui est le directeur de l'ADRI, l'ADRI étant l'organisme qui a proposé à La Villette et aux Rencontres des Cultures Urbaines de mettre en place ce forum sur le thème : les actions culturelles de quartier, entre le pérenne et l'éphémère.

Luc GRUSON - Merci André. On commence avec un peu de retard. On avait noté, avec La Villette, 280 inscrits à cette table ronde, ce qui est un beau succès. Cela a rempli la salle et comme je compte à peu près 100 personnes dans la salle, je me dis qu'il y a encore 180 personnes qui vont peut-être arriver. Donc, nous leur avons laissé un peu le temps d'arriver. Je voudrais aussi m'excuser et nous excuser au nom de La Villette et de l'ADRI sur les conditions d'accueil. C'est vrai que cette année il y a le Jardin planétaire qui occupe la grande Halle et on est un peu à l'écart dans cette salle de bal qui n'est pas très chauffée. Nous nous sentons très loin de vous. J'espère que nous allons réussir à mettre assez d'ambiance pour que tout à l'heure on se sente proches, à la fin des débats. Je voulais vous donner, avant d'attaquer dans le vif du sujet, quelques informations pratiques, pour que vous compreniez mieux ce qui se passe ici. Alors, tout d'abord, à l'ADRI nous travaillons avec l'établissement de La Villette depuis maintenant deux ans, trois ans même, sur les cultures urbaines, pour essayer de mettre en commun ou de partager, de mutualiser, un certain nombre de compétences ou de ressources, sur ce qui se passe aujourd'hui dans les quartiers sur le plan culturel. Nous avons depuis maintenant trois ans constitué un ensemble de ressources, qui continuent à animer des espaces d'informations ou des tables rondes pendant les Rencontres des Cultures Urbaines. Mais vous verrez aussi en consultant notre document, si vous l'avez pris à l'entrée, que nous avons, cette année, pour la première fois, organisé un certain nombre de tables rondes en dehors des rencontres et en dehors de la région parisienne, notamment à Joué-les-Tours au printemps. Je sais que la personne de Joué-les-Tours est aujourd'hui dans la salle. Nous avons aussi créé avec l'établissement de La Villette et la Friche de la Belle de mai à Marseille un réseau de ressources sur les cultures urbaines, sur lequel je vous invite à venir nous retrouver dorénavant toute l'année, puisque ce site fonctionne maintenant en permanence. C'est un site dont l'adresse sur le net est "cultures-urbaines.org".. C'est un site qui va être le point de rencontres de tous les gens qui s'intéressent aux cultures urbaines sur internet, site co-produit et coordonné par la Friche de la Belle de mai à Marseille, La Villette et l'ADRI. Enfin, je voulais vous dire que les Rencontres des cultures urbaines ne sont pas terminées. Donc vous pourrez revenir ici jusqu'à la fin de la semaine. Vous pourrez retrouver également tous les acteurs des cultures urbaines dans un répertoire des cultures urbaines, qui va sortir à l'issue de cette manifestation. Pour ceux qui veulent avoir ce répertoire qui est gratuit, qui fait à peu près 200 pages, il y a un coupon à l'entrée que vous pouvez prendre en sortant et qui vous permettra de recevoir ce répertoire qui est, à la fois,

une sorte de mode d'emploi des cultures urbaines et une sorte d'état des lieux de ce qui se passe aujourd'hui en France dans les quartiers sur le plan culturel. C'est aussi un formidable carnet d'adresses, puisque nous avons refait l'enquête que nous avons fait il y a deux ans avec La Villette en France entière, pour inventorier les porteurs de projets sur les cultures urbaines. Nous avons sélectionné 500 actions culturelles de quartier qui nous ont semblé entrer dans notre champ d'intérêt. C'est un outil intéressant. Cette base de données figure aussi sur le site web des cultures urbaines. Celles ou ceux qui voudraient consulter la base de données, mais aussi inscrire leur projet, le répertorier, peuvent évidemment remplir une fiche de déclaration pour présenter leur projet sur internet. Donc voilà quelques informations sur ce qu'on peut vous apporter en matière d'informations sur les cultures urbaines. Maintenant, passons à la table ronde d'aujourd'hui. Je crois que je laisserai le soin à André Videau, qui a préparé pour nous la table ronde et a choisi les invités, de présenter le sujet du jour. Je pense que ce qui nous intéresse, c'est un peu de vous montrer ce qui est nouveau, ce qui est émergent, ce qui se passe aujourd'hui dans les quartiers. Vous avez compris que les cultures urbaines sont ce qui est un peu en dehors de l'institutionnel, en dehors de ce qui est reconnu, en dehors des chemins battus. Nous avons la conviction, je pense, à l'ADRI et à La Villette, que c'est en sortant des sentiers battus que l'on arrive à faire avancer les choses, et que les acteurs culturels ont, à cet égard, un rôle important à jouer dans un monde qui s'interroge souvent sur son sens ou sur son identité. Ce qui est vraiment le mode d'emploi de la table ronde d'aujourd'hui, c'est d'avoir pris un fil conducteur qui est la question de l'éphémère ou du pérenne dans les projets culturels. Nous avons essayé de vous montrer, parmi les gens ou les expériences que nous connaissons sur le terrain, qui fait des choses intéressantes, quelles questions cela pose, quelles difficultés on a sur le terrain quand on veut faire des projets culturels, surtout quand ces projets sortent des sentiers battus. Je crois que c'est de tout cela que l'on aimerait vous parler cet après-midi. Alors, évidemment, bien que la disposition des lieux incite à faire quelque chose d'un peu frontal, parce que la salle est disposée comme ça, nous n'avons pas envie de travailler comme cela avec vous cet après-midi. Donc nous aimerions bien que la relation avec la salle soit interactive, c'est-à-dire que vous réagissiez à ce qui va être dit. D'ailleurs, nous allons essayer de vous provoquer, c'est un peu le but aussi. Donc, réagissez. C'est ce que nous attendons de vous. Nous sommes aussi là pour entendre votre parole, c'est donc réciproque. Prenez la parole, on a quatre heures, c'est très long. On a tout à fait le temps de refaire, sinon le monde, en tout cas une partie du monde. C'est comme cela que nous aimerions, cet après-midi, travailler avec vous. Une dernière chose pour dire qu'il restera aussi une trace de cette table ronde puisque nous allons en récupérer l'enregistrement et que nous en ferons des comptes-rendus, soit sous forme écrite soit sous forme sonore, sur le site internet des cultures urbaines. Tout cela ne sera donc pas perdu et j'espère que nous allons passé un bon moment. Je passe la parole à André Videau, merci.

André VIDEAU Juste avant de commencer, j'apporte quelques précisions parce que le titre, après avoir beaucoup titillé, semble-t-il, les uns et les autres, me semble aujourd'hui un peu partial. Avoir mis les actions culturelles de quartiers entre le pérenne et l'éphémère : il me semble qu'il y a derrière un petit jugement de valeur et que ce n'était pas le but de l'opération. Alors cela peut venir en discussion, vous pourrez réagir par rapport à ça, disons que l'idée un peu plus nuancée et un peu plus lisse, c'était les actions culturelles de quartiers entre le ponctuel et le permanent. Mais les deux mots sont moins jolis. Nous avons donc fonctionné sur l'expression qui risquait plus facilement d'accrocher le public. Apparemment c'est réussi, puisque vous

êtes venus nombreux. Je vais vous indiquer, à gros traits, la règle du jeu, en espérant que vous allez tricher. C'est-à-dire qu'il ne sera pas obligé de respecter ce que nous avons prévu, qu'il pourra y avoir des prises de parole, qu'il pourra y avoir des mouvements dans un sens ou dans l'autre. Si quelqu'un a envie de venir à la tribune, par exemple, il pourra. Si quelqu'un de la tribune se sent mal à l'aise et veut aller parler depuis le public, il pourra le faire aussi. Vous voyez, on est aussi là pour s'amuser, si vous le souhaitez. Les invités autour de cette table sont cinq. Ils vont se présenter chacun à leur tour, nous dire qui ils sont, mais surtout d'où ils sont et ce qu'ils font. Et nous avons convié un sixième invité, qui lui, va avoir le rôle redoutable de grand témoin, c'est-à-dire d'écouter ce qui se dit et puis d'essayer de ramasser un peu les choses à la fin de façon à aller dans le sens de la démonstration qui est souhaitée. Nous n'avons pas du tout en arrière-pensée une espérance de guerre civile entre ceux qui font du travail permanent dans les quartiers et ceux qui y viennent de temps en temps, artistes, organisateurs de festival. Mais, bien au contraire, de montrer, peut-être, que l'un ne va pas sans l'autre, que les quartiers ont besoin à la fois d'actions de prestige qui se passent à certains moments, de temps forts, et puis d'une activité permanente de soutien aux urgences, de formation des acteurs et que les deux choses doivent peut-être marcher de front pour que les quartiers sortent parfois du désert culturel dans lequel ils sont ou ne sont pas d'ailleurs. Parce que, là aussi, nous aurons peut-être à réviser certains lieux communs qui circulent. Donc, dans un premier temps et rapidement, je vais demander dès maintenant à chacun des intervenants de dire qui il est. Puis, après, chacun présentera un peu les activités à chaud, les activités les plus récentes. Il y aura un échange entre les intervenants et, à tout moment, les gens de la salle peuvent intervenir pour poser des questions, apporter leurs réflexions, leurs contradictions, etc. Donc, nous allons commencer dans l'ordre où les choses se présentent. Notre premier invité, à l'extrême gauche, c'est Karine Noulette, qui vient de Bourges et qui est la présidente de l'association Emmetrop.

Karine NOULETTE : Je ne suis pas la présidente, mais la directrice. L'association existe depuis 15 ans. Nous sommes issus des cultures de résistances alternatives du début des années 80. Il y avait une vraie logique de prendre à bras le corps les cultures urbaines. Notre axe historique d'intervention sont les musiques actuelles. Nous travaillons en tant qu'intervenants du développement culturel sur les quartiers nord de la ville depuis le début des années 90, d'une manière pluri-culturelle. C'est-à-dire que l'on s'occupe de diffusion, d'accompagnement, de formation sur des champs artistiques très différents, que ce soit le théâtre, la danse, la musique. Et nous sommes également sur un espace de résistance qui est une friche culturelle en cours de réhabilitation et de développement, qui accueille un centre ressources, un espace multimédia, des studios de répétition musicale, une école de cirque, un centre d'art contemporain, une salle de danse hip-hop, des ateliers.

André VIDEAU : Merci Karine, tu reprendras tout à l'heure et tu expliqueras dans les détails ce qu'est Emmetrop. Lulu Berton dirige la compagnie La Boucle d'Or et qui est basée en partie à Hérouville Saint-Clair.

Lulu Berton -. Nous sommes basés et nous travaillons sur Caen, cela dépend des années. Alors moi, j'ai surtout un trajet démarrage de comédienne, metteur en scène, compagnie de dinosaures. J'ai 48 ans, j'ai démarré à 20 ans. On a démarré, pour ceux qui ont mon âge, la grande histoire du tiers théâtre et des jeunes

compagnies. J'ai démarré comme cela pendant 10 ans, théâtre de **Streulome**, pour ceux qui connaissent. Puis, par la suite, j'ai fait du théâtre de rue, j'étais chanteuse, auteur-compositeur. Et puis un jour, ma ville, qui s'appelait Caen, fait un festival de quartiers, ils appellent ça à **Caen la paix** Ils ont fait cela pendant dix ans. Pendant cinq ans, ils ont travaillé dans les quartiers et, au bout de cinq ans, ils ont eu envie de travailler avec les artistes. J'ai demandé à faire partie de ce travail, parce que cela m'intéressait. J'ai pris un quartier dit difficile à Guérinière, et je m'y suis enfouie avec plaisir. Et cela a duré cinq ans. Alors, nous pourrions en parler, c'est très compliqué. Cela a duré cinq ans dans le quartier de Caen. Mais on ghettoise très vite en travaillant sur un seul quartier. Donc, peu à peu, j'ai agrandi un peu le propos, avec plusieurs communautés d'Emmaüs du grand ouest. Puis, par la suite, j'ai été demandée à Rouen, il y a deux ans de cela, pour faire travailler plusieurs quartiers rouennais, pour ceux qui connaissent, **sablière**, les **hauts de Rouen**, etc. Et j'ai ramené cela dans le même spectacle, c'est-à-dire que je voulais absolument faire un spectacle avec quartier Guérinière à Caen, plusieurs quartiers de Rouen et les gars d'Emmaüs. Donc, les derniers temps, on faisait des spectacles à cent dix, cent vingt personnes. Cela pendant toute l'année. C'est-à-dire que j'ai fait le choix, pendant cinq ans, de ne plus faire que cela. J'ai abandonné plus ou moins mon métier de metteur en scène dit professionnelle car je pense que j'étais professionnelle et que j'ai fait un travail professionnel comme je l'entends normalement. Après, il y a plein de choses à mettre en évidence, c'est quoi être artiste dans les quartiers ? Comment est-on perçu et par les cultureux et par le politique et par les travailleurs sociaux ?

André VIDEAU : Merci Lulu. Michel Jacques est le directeur de la MJC Le Cadran à Vénissieux ...

Michel Jacques : La MJC Le Cadran , à Vénissieux, est très proche des Minguettes, une ZUP, qui date de trente ans. Nous, nous avons un travail sur le permanent et le ponctuel dans la mesure où nous faisons un travail autour d'un pôle musique, sur les musiques actuelles. Et notamment la culture hip hop, en studio d'enregistrement, en home studio, musique informatique, local de répétition, concerts, aide à la production de spectacles. Cela, c'est un travail toute l'année avec des jeunes de quartier d'à peu près quinze à vingt cinq ans. Et ensuite, nous avons des actions plus ponctuelles de création de spectacles, notamment l'hiver dernier : nous avons créé un spectacle avec un collectif de jazzmen et des rappeurs, de jeunes groupes de rap de Vénissieux. Ce spectacle a été créé au festival de jazz de Grenoble et ensuite a tourné à Lyon, à l'amphithéâtre de l'opéra de Lyon. Nous faisons aussi un festival de musique qui s'appelle **Les nuits métisses** qui est un festival de world music et qui, en même temps, est couplé avec un débat sur le dialogue nord-sud puisque nous travaillons aussi avec des ONG, des associations de défense des Droits de l'Homme, etc. Donc, nous travaillons aussi bien sur du ponctuel que sur du permanent.

André VIDEAU : Merci, Michel. Mehdi Lallaoui est le président de Caravane des quartiers

Mehdi LALLAOUI - J'étais le président de 89 à 93. Maintenant, il y a un autre président, **Stéphane Noin** qui est aujourd'hui à Lille où nous faisons une grosse initiative. **La caravane des quartiers** a été créée il y a dix ans, en 1989. Je suis un des cofondateurs de cette association. D'où vient-on ? Quelle histoire nous anime ? Nous ne sommes pas, nous, des praticiens de la culture. Notre histoire nous lie au militantisme. Nous sommes avant tout des militants associatifs et nous nous sommes servis de la culture comme prétexte à rencontres. Nos lieux de départ, ce sont les quartiers de la région parisienne. Moi, je suis issu d'Argenteuil et

tous les dirigeants, tous les fondateurs de « la caravane des quartiers » sont issus d'un quartier où ils animaient une association. En 1989, nous nous sommes regroupés pour une initiative inter quartier, pour faire vivre, dans les lieux où nous vivions, la convivialité. Pour nous, ce n'était pas tant pour créer du lien ou du sens à nos actions que pour faire vivre non seulement la rencontre mais la solidarité et les histoires d'amitié. Parce que dans les quartiers où nous vivions et où nous vivons encore, il y avait nécessité de se décroiser, de se faire se rencontrer d'autres gens. Parce qu'en France, il existe un mouvement associatif varié qui ne travaille pas seulement sur la culture mais sur toute une série d'autres aspects. La culture n'est qu'un prétexte à nos actions. C'est un festival itinérant mais non éphémère dans le sens où nous avons créé un réseau très important à travers plusieurs dizaines de villes de France. Nous avons aussi traversé les frontières avec des rencontres avec des quartiers d'Europe, Belfast, l'Espagne, la Belgique. Et, au bout de dix ans, nous nous sommes arrêtés pour essayer de recomposer un petit peu notre objet associatif et, notamment, pour mettre notre savoir faire et tout ce réseau, ce potentiel que nous avons su regrouper, au service non seulement de la culture mais de la politique de la ville pour une meilleure compréhension entre les habitants du centre et de la périphérie. Nous nous orientons maintenant vers des actions pérennes, des contrats sur plusieurs années avec plusieurs villes, notamment Chambéry. Actuellement, nous sommes à Lille où nous fonctionnons avec une grosse structure qui est l'Aéronef. Et, comme Chambéry, Lille va être une vitrine où nous allons travailler avec des associations lilloises durant trois ans.

André VIDEAU : Merci Mehdi. Eric Sumerly de Musiques métisses, à Angoulême.

Eric SURMELY : L'histoire du pérenne à l'éphémère, sur Angoulême, c'est l'histoire du festival Musiques Métisses sur ces dix dernières années. Puisque, depuis dix ans, sont adossées au festival Musique métisses ce qu'on appelle les opérations quartier lumière qui ont été lancées en 1990 par le ministère de la culture. Et, en dix ans, en partant d'actions parfois très fragiles, très ponctuelles, extrêmement éphémères, nous avons essayé de bâtir autour de cela, dans un contexte basé sur la politique de la ville au sens global du terme. Nous avons essayé de monter et des associations et des actions pérennes qui se développent, qui ont pris leur envol et qui, maintenant, sont autonomes. Mais l'attitude et le fonctionnement du festival restent les mêmes avec une forte implication, à l'année, maintenant, sur les quartiers d'Angoulême, complètement en dehors des deux semaines de festival qui se déroule en mai ou en juin, suivant les années, et davantage sur la ville et la région.

André VIDEAU : Merci. Michel Piotrowski est notre grand témoin. Il ne va tout de même pas échapper au petit jeu de la présentation, nous dire qui il est, d'où il est et pourquoi il est là, en quelque sorte.

Michel Piotrowski J'ai un peu traîné mes guêtres dans pas mal de quartiers de France quand j'étais mercenaire ou dans un bureau d'études qui travaillait sur des questions de politique de la ville. Je suis aujourd'hui directeur d'une mission locale dont le siège est implanté dans un quartier à Nancy auquel je suis très attaché, qui est le quartier du **Haut du Lièvre**. Et puis, en tant que vieux saltimbanque, j'ai toujours craqué pour cet angle d'approche, cet angle essentiel qu'est l'action culturelle et j'ai un peu l'impression que, finalement, les quartiers ont toujours été un prétexte à la culture.

André VIDEAU - Merci. Nous allons maintenant entrer dans le vif du sujet. Je me réserve le choix de prendre un peu les intervenants dans l'ordre qui me convient. Je vais demander à Eric de nous parler de ce qu'a été Musiques Métisses. Et, justement, à travers la trajectoire de Musiques métisses, de montrer comment un

opération qui, au départ, était vouée à être ponctuelle est devenue pérenne. Il s'agissait au départ d'un festival qui était relativement, non pas élitiste, mais réservé aux structures d'accueil d'un centre ville et qui portait sur une discipline artistique limitée, puisque c'était au départ un festival de jazz qui s'appelait Jazz en France. C'est une longue expérience qui s'est développée au fil du temps puisque je crois, si mon calcul est exact, que ce doit être la vingt quatrième année, la vingt cinquième en l'an 2000. Donc, au départ : centre ville, discipline, limité. Aujourd'hui : travail à l'année, notamment sur les quartiers. Donc, là, nous avons bien le passage, la passerelle entre les deux choses et j'aimerais que tu nous racontes un peu cette belle histoire, sans mettre entre parenthèses les difficultés, car tout n'a pas forcément baigné pendant le quart de siècle, que vous avez traversé. Vous êtes les doyens de la table, je crois.

Eric SURMELY - En fait, le festival ne fut pas toujours en centre ville. En effet, on peut tout de même relever que, dès son origine, le festival Musiques métisses a eu tendance à programmer sur les quartiers et à aller sur des publics assez exclus au travers de musiques comme le blues, même si le gros de la programmation du festival, il y a une quinzaine d'années à peu près, était consacré au jazz. Et, même si le gros du festival, effectivement, se déroulait sur la scène nationale d'Angoulême, en centre ville, dans un quartier tout à fait propre sur lui, le festival et son créateur ont toujours décentralisé les actions. Cela était déjà une chose importante et une politique volontaire de la part de cette structure-là. Mais la vraie décentralisation, en fait, est arrivée il y a dix ans avec la naissance des opérations quartier-lumière. Ces opérations ont été gérées sur la ville d'Angoulême par une association de développement social urbain qui s'appelait l'ADSUA et qui était en charge du pilotage et de la conduite de la politique de la ville sur l'agglomération. A ce titre là, cette association avait les missions classiques, dirais-je, de la politique de la ville, à savoir le développement par l'économie, l'insertion, l'emploi, la lutte contre l'illettrisme, la lutte contre la délinquance, enfin, toute la panoplie de cette chose. Quand les opérations quartier-lumière ont été proposées par le Ministère e la Culture, c'est un peu naturellement cette association de développement social urbain qui les a prises en charge et en pilotage. Pour monter ces opérations, le premier réflexe de l'ADSUA fut de s'appuyer sur une opération culturelle forte de la ville, en l'occurrence le festival Musiques métisses qui s'appelait à l'époque, si j'ai bonne mémoire, Jazz en France et musiques métisses, puisqu'il y a avait encore quelques programmations jazz dedans. L'ADSUA s'est appuyée sur ce festival. Pour le festival même, c'était une façon d'intensifier ses programmations sur les quartiers et d'aller un peu plus loin vers ce public-là. Pour l'ADSUA, le festival était un partenaire culturel fort, un partenaire reconnu qui bénéficiait d'une grosse dynamique et d'un savoir-faire assez important. Le festival programma un petit peu plus à cause de quartier-lumière et l'ADSUA, en amont du festival, implanta sur les quartiers des résidences et des ateliers d'artistes : cela, deux à trois semaines avant le final du festival qui, du coup, ne se faisait plus en centre-ville mais le quittait pour s'implanter sur un quartier. Les missions mêmes de l'ADSUA, qui venaient de la politique de la ville, ont permis de monter ces opérations sur les quartiers, ces résidences, ces ateliers, en impliquant au travers du réseau de l'ADSUA les habitants d'une manière beaucoup plus forte. C'est-à-dire que l'accueil des résidents était préparé par les habitants, les concerts qui passaient dans le quartier, plutôt que d'être simplement programmés dans une salle, étaient l'occasion de réunions longtemps avant avec les comités de quartiers, les MJ, même si ce fut parfois difficile avec les centres sociaux. Il s'agissait aussi de travailler sur une autre dimension, qui était la clôture du festival. Donc, dans un premier temps, comment accueillir, avec les habitants

des quartiers, toutes ces choses-là sur les quartiers ? Et, la clôture du festival étant déplacée également sur un quartier, comment meubler autour de ce grand chapiteau de cinq à six mille place, donc une grosse machine qui arrivait avec des têtes d'affiches importantes ? Comment fonder, autour, des structures, des endroits où les habitants puissent s'investir, puissent travailler sur le quartier autour du festival ? C'est un peu comme cela qu'est né le village quartier-lumière qui maintenant, dix ans après, représente quinze mille mètres carré de structures. Avec un restaurant, qui est le seul restaurant du festival et qui accueille les festivaliers, un espace jeunesse, un espace littérature, un espace associatif, bref, un tas de pôles où les habitants ont toujours été fortement impliqués dans l'organisation et dans la gestion. Pour de la communication sur l'espace associatif, on retrouve évidemment toutes les associations de quartiers, les associations humanitaires, les associations communautaires de la ville, l'espace jeunesse géré par une bibliothèque ludothèque qui travaille sur un quartier d'Angoulême et qui fédère autour de cet espace le CNBDI qui est le Centre National de la Bande dessinée et de l'image sur Angoulême, ou d'autres structures plus purement culturelles. Pour parler du restaurant, puisque nous parlons ici du passage au pérenne, il y a dix ans le restaurant Les cuisines du monde, c'était deux tréteaux trois planches et quelques merguez grillées sur un bord de trottoir. Cette année, le restaurant Les cuisines du monde a servi plus de cinq mille repas et est devenu une entreprise d'insertion qui travaille à l'année. C'est donc en soutenant ce qui, au début, était des initiatives d'habitants, en les structurant un petit peu, qu'on a pu donner de l'autonomie et développer ce genre de choses. Tout a fonctionné un petit peu dans cet esprit là dans le travail des quartiers, encore une fois grâce à un réseau vraiment typé politique de la ville. Les scénographies, par exemple, des différents bâtiments du village sont fabriqués en chantiers-écoles avec des organismes de formation. Cela nous a permis de développer des chantiers-écoles qui dépassaient le contexte du festival puisque la salle d'Angoulême pour les musiques amplifiées qui s'appelle **La nef** et qui est maintenant une salle de portée nationale a été complètement créée, restaurée par un chantier-école monté dans ce contexte-là. On peut dire que ce fut, à un moment donné, un outil culturel, puisqu'on a développé au travers des opérations quartier-lumière une offre culturelle diversifiée. En effet, on ne reste pas sur le domaine musical, on met en place des résidences de danse, de peinture, de sculpture, etc. Cet outil a vraiment permis de développer des choses assez éloignées en fait, qui rejoignent l'interculturel plus que le culturel lui-même. Je pense par exemple au réseau des femmes relais, qui a été monté avec des femmes repérées pendant les opérations quartier-lumière. Et, rapidement, nous avons étendu ces opérations à l'année avec des réseaux de quartiers, nous gérons maintenant directement des ateliers. On a par exemple cette année trois ateliers, un atelier de percussions qui a déjà trois ans d'expérience, un atelier de hip hop, évidemment allais-je dire, et un atelier sur les littératures et la photographie. Ces ateliers tournent de manière très régulière, avec des projets d'édition, la sortie d'un CD par l'atelier de percussion, etc. On essaie de structurer un petit peu ces choses-là et de les développer vraiment. Donc, nous pouvons parler de tout cela en termes de résultats probants entre guillemets, qu'on peu afficher. Mais je crois que le plus important, au bout de dix ans, et ce qu'on peut le plus remarquer, c'est un sentiment d'appropriation, dans le quartier, des habitants sur cette manifestation-là. Sur un quartier, à Angoulême, quand on parle de musiques métisses, les habitants savent ce que c'est - et cela paraît idiot de le dire mais ils ne savent pas tous ce qu'est le festival de la Bande dessinée que, pourtant, tous doivent connaître ici - ils savent ce que c'est et ils viennent nous voir. On a un vrai contact et, quelque part, c'est vraiment leur festival. Le contact n'est pas toujours serein, il y a parfois des oppositions, mais c'est une manifestation où les gens savent qu'ils peuvent nous

rencontrer parce qu'on est souvent sur les quartiers. Ils peuvent venir nous voir dans les bureaux qui, eux, sont en centre ville et ils savent qu'ils peuvent venir revendiquer des choses, des programmations, qu'ils peuvent venir demander des stands, parler du restaurant, des espaces. Ils sont accueillis et ils ont vraiment l'impression, d'une certaine manière, d'être chez eux pendant le festival et en amont du festival. C'est peut-être cela, finalement, le plus pérenne et le plus fort de ces dix ans.

André VIDEAU - Oui. D'abord, je rappelle à Michel Piotrowski qu'il a le droit et le devoir de poser toutes les questions qu'il souhaite puisqu'il doit nous aider, en final, à faire une synthèse. Mais j'ai envie de mettre un petit grain de sable dans la mécanique bien huilée que vient de nous présenter Eric Surmely II y a plein de choses qui vont bien, cela a pris d'autres proportions, cela est passé d'un temps fort de festival à une permanence d'activités dans tous les sens, avec des ouvertures pas banales vers l'économie et autres. Mais tu as dit qu'il y a eu, de temps en temps, quelques difficultés avec les travailleurs sociaux. Alors, je voudrais te poser deux questions. D'une part, l'équipe Musiques métisses, tu dis "nous", combien de gens est-ce ? Ce sont des permanents ? Des ponctuels, des occasionnels pendant les durées des temps forts ? D'autre part, quels sont les rapports, les possibles complémentarités ou les oppositions, qu'il a pu y avoir avec les structures déjà en place et avec les travailleurs sociaux ou les animateurs culturels disons en titre ?

Eric SURMELY - L'équipe Musiques métisses, c'est six personnes actuellement, six permanents. Sur cette mission **quartier-lumière**, à l'année, deux personnes à plein temps, sachant que c'est un fonctionnement un peu nouveau puisqu'il y a un an encore, c'était toujours l'ADSUA qui gérait les opérations quartier-lumière. Mais cette structure a disparu. Il y avait une personne qui s'en occupait. Mais la force de cette personne était de travailler au sein d'une équipe de seize personnes sur le réseau développement par l'économie, sur l'insertion, sur l'emploi, la lutte contre la délinquance, etc. Donc, la possibilité d'un travail vraiment transversal et vraiment en équipe. C'était donc un point fort qui est en train de se reconstituer puisque, si cette structure n'existe plus, cette mission **quartier-lumière** est confiée officiellement par la ville au festival musiques métisses et nous sommes un peu en train de remonter ce réseau. Pour répondre à ta seconde question, non, cela ne va pas toujours très bien avec les socio-cu. Il y a eu des tensions, il y a eu parfois les sentiments qu'on faisait les choses à leur place, en déboulant avec nos gros sabots pour monter nos opérations sans vraiment nous concerter avec eux et les mettre dans le coup. Après, je dirais qu'il y a beaucoup de gens qui ont compris, qu'il y a beaucoup de structures avec lesquelles on a encore des rapports conflictuels mais qui marchent dans cette organisation là et sont vraiment devenues partenaires de **quartier-lumière**, à l'année et pendant le festival. Et il y en a d'autres qui restent sur leurs positions ; nous, on a les nôtres. C'est cela.

- (**intervenant non identifié**) Je crois, il ne faudrait pas stigmatiser une catégorie, que les difficultés ne venaient pas simplement des acteurs socioculturels. Je crois qu'il y avait aussi quelques difficultés auprès des acteurs culturels, en titre, de la ville.

Eric SURMELY Oui, mais ceux-là sont singulièrement absents. J'ai cité tout à l'heure le CNBDI, ce n'est pas par hasard. Autant il y a parfois des difficultés, sur l'agglomération d'Angoulême, de la part des structures socioculturelles, pour travailler sur des opérations culturelles, vraiment culturelles, autant les grosses

structures culturelles de la ville, que peuvent être les scènes nationales ou d'autres, ont beaucoup de mal à aller vers les quartiers. On le sait et c'est pour cela qu'a été créé sur Angoulême un poste de médiation culturelle à l'ADSUA qui était là pour faire le go-between entre les structures-centre et les structures ou les habitants des quartiers. Et ce fut une mission à remettre quotidiennement sur le métier, c'est clair.

André VIDEAU OK. Peut-être une ou deux questions ?

Public Je n'ai pas compris ce qu'était l'ADSUA. Ils ont fait de l'alphabétisation et, ensuite, ils ont réussi à avoir une action culturelle ?

Eric SURMELY C'était une Association Développement Social Urbain d'Angoulême, donc un **DSU** de ville. C'était une association para-municipale en charge du pilotage de la politique de la ville sur Angoulême, avec toutes les missions qui se rapportent à la politique de la ville. Donc développement par l'économique, lutte contre l'illettrisme, contre la délinquance, formation, recherche d'emploi, rénovation, etc. L'ADSUA était dirigée par Brigitte Ricci.

Michel Piotrowski Une question qui arrive peut-être un peu tôt mais comme c'est toi qui intervies, elle s'applique particulièrement, je pense. A Angoulême, on avait **Jazz en France** à une époque où, finalement, le jazz faisait un peu moins de monde. Même si on en est souvent très amoureux et qu'il a su évoluer de manière extraordinaire, nous étions tout de même dans une période où tous les festivals de jazz s'interrogeaient. Et puis, arrive quartier-lumière. Excuse-moi, je pose cette question de manière un peu provocante mais je la pose aussi à nous-même, elle ne s'applique pas qu'à toi. Arrive quartier-lumière : un peu d'argent, on oriente un petit peu les structures culturelles à travailler sur ces questions-là et puis c'est un peu l'effet d'aubaine. Et finalement, on change de nom, on s'appelle les musiques métisses, sans doute avec beaucoup de sincérité, c'est évident. Mais, en même temps, on est dans l'opportunité, on va là où les services de l'Etat nous envoient en apportant les financements. Est-ce que ce n'est pas un petit peu cela qui a été le déclenchement ? Est-ce qu'au bout d'un certain temps, tu ne t'es pas laissé prendre au piège ?

Eric SURMELY C'est une question qu'il faudrait poser plus directement au programmeur du festival. Mais, évidemment, je ne vais pas te dire oui. Non, parce que la démarche vers les diasporas, vers ce type de programmation de world music est une démarche qui fut entamée bien avant quartier-lumière puisque Christian avait changé le nom du festival qui s'est pendant longtemps appelé **Jazz en France**, qui était un festival de jazz. Et je crois que c'est devenu **Jazz et musiques métisses** en 1985 ou en 1986, cinq ans déjà avant quartier-lumière. Mais, je l'ai dit tout à l'heure, le festival a toujours programmé sur les quartiers, même quand c'était pur et dur jazz : déjà pur et dur jazz, le festival faisait du blues qui était largement diffusé en dehors du centre-ville. Ceci dit, il y a eu, avec l'arrivée de opérations quartier-lumière, avec la découverte que les quartiers pouvaient être des lieux de culture, des opportunités sur le développement du festival. Cela, c'est sûr et on les a attrapées.

André VIDEAU Merci. Nous allons changer de côté. Karin Noulette, d'Emmetrop. J'ai envie de reprendre une expression que j'ai trouvée sur le site d'Emmetrop: "Emmetrop, kesako ?" Donc, explique-nous un peu cela. C'est peut-être l'une des spécificités de cette structure implantée dans le quartier de la Chancellerie à Bourges, d'être attentive non seulement à créer une animation culturelle très polyvalente sur un quartier mais aussi d'être extrêmement attentive à la créativité même du quartier et à être porteur de la création, notamment, des jeunes en émergence. Donc, j'aimerais que tu nous parles de tout cela. Mais, d'abord, kesako Emmetrop ?

Karin Noulette : Je voudrais avant tout dire que nous, nous ne sommes pas implantés sur le quartier. C'est-à-dire que nous gérons une friche culturelle qui est plus proche du centre ville et qui, justement, est un territoire neutre qui nous permet d'interagir sur l'ensemble des quartiers pour sortir des problématiques de territoires, de séparatismes de territoires, ce qui me semble essentiel. Nous, nous ne sommes pas des spécialistes de l'action culturelle en quartiers. Nous avons monté l'association il y a quinze ans alors que nous étions des étudiants des Beaux Arts, d'écoles de cinéma, d'écoles de théâtre et on avait surtout une volonté de sortir du cadre de l'école d'art pour expérimenter une liaison plus directe et plus efficiente entre l'art et la vie. Au départ, nous n'étions donc pas du tout concernés - comme toute ma génération qui s'est autoproclamée professionnelle au fil du temps - par l'action culturelle dans les quartiers. Nous étions plus concernés par le rock alternatif, par le décor urbain, par la performance, par tous ces modes d'intervention. Nous travaillions donc essentiellement en centre-ville. C'est vrai qu'en 1989, quand le rock alternatif est devenu un point de réflexion et un point de mire pour le Ministère de la culture, on s'est dit que l'aventure devenait une aventure commerciale. Il n'y avait donc plus de défi, il n'y avait donc plus d'excitation et il fallait absolument régénérer notre projet d'équipe, qu'on se dirige vers de vrais enjeux. C'est-à-dire des enjeux de démocratie culturelle, parce qu'on parlait déjà de la démocratie culturelle au début des années 90. Nous, nous parlions déjà de mettre un "s" à culture et on nous accusait souvent de faire des fautes d'orthographe. Mais, maintenant, on voit que même le ministère met des "s" à ses terminologies. Nous sommes donc assez contents que nos faits générationnels aboutissent lentement. Donc, nous étions plus concernés par un aspect ludique : nous avions envie de faire des choses, envie d'être ensemble, envie d'être des collectifs. Le premier lieu que nous avons réussi à nous octroyer sur la ville de Bourges était un squat, un lieu qui appartenait à la municipalité. Nous sommes entrés dedans, avons changé les serrures. Et nous avons toujours travaillé comme cela. Nous avons toujours imposé l'action . Et l'action impose elle-même, après, la réflexion, les aides, le processus d'accompagnement. Cela nous semble essentiel. C'est donc au début des années 90 que nous avons commencé à nous préoccuper de tout ce que nous, nous n'avions pas vu, en nous occupant de rock alternatif. C'est-à-dire les cultures émergeant dans les quartiers, les populations issues de l'immigration, toute la créativité issue des minorités qui nous semblait beaucoup plus excitante que celle qui venait des producteurs de concerts ou du fait de gérer des salles. Nous avons donc commencé par des actions ponctuelles, faute de moyens, faute de crédibilité : nous n'étions pas politiquement corrects, nous n'étions pas des professionnels, on nous donnait donc peu de moyens pour faire les choses. Mais on préférait justement faire de petites choses plutôt que d'essayer de monter des concepts-projets hyper lourds et de se faire un peu bananer par tous les financeurs. Nous avons donc commencé par de petites actions, des opérations ateliers, des opérations théâtre de rue, des concerts sur les quartiers. Parce qu'il faut rappeler qu'il n'y avait aucune

diffusion musicale ou autre sur ces quartiers et qu'à notre avis, isoler une population de sa consommation culturelle, c'est assez dangereux. Et, de fil en aiguille, on s'est rendu compte qu'avec le ponctuel dans la permanence - parce qu'en fin de compte, c'était des opérations ponctuelles inscrites dans la permanence, on interagissait sur le quartier d'une manière régulière, tous les trimestres - manquait de quelque chose, d'un moment phare, d'un moment de visibilité plus général sur le quartier. Nous avons donc décidé de monter un festival qui se nourrirait, dans son concept, d'un autre festival qu'il y a sur notre ville, qui est un gros festival, une grosse machine de consommation qui ne s'est jamais posée le problème des quartiers, qui ne s'est surtout jamais posée le problème de la transmission. C'est vrai que nous, au départ, nous faisons un petit festival qui était le festival off du printemps de Bourges, que nous avons mené pendant sept ans. Et, ensuite, nous nous sommes dits que cela ne servait à rien de revenir sur la bête pour en rajouter, encore en rajouter, alors que cela bouffe tous les budgets et que cela ne dure que cinq jours. Nous avons donc arrêté ce festival off et nous avons monté le festival **Z'y-vas** qui va vivre en l'an 2000 sa sixième édition. Nous sommes partis du principe de monter un festival qui grossirait le moins possible, qui serait à la fois pluri-artistique - musique, danse, théâtre de rue, débats, cinéma, controverses - et qui allierait spectacle vivant et transmission de savoirs. Parce que, pour nous, c'est très important de pouvoir, à la fois, donner du plaisir aux jeunes, aux communautés, aux habitants de ces quartiers, mais aussi de pouvoir transmettre les outils de compréhension de ce monde et les outils de compréhension et d'expression en matière artistique et culturelle. C'est pour cela que ce festival est bâti sur deux week ends de diffusion artistique et une semaine de master classes, d'ateliers créatifs ou même sportifs, techniques. Parce que cela nous semble important, justement, de transmettre des langages et des outils. L'histoire de ce festival fut donc assez violente au départ parce que nous étions plutôt des Séfrans de souche, plutôt rock, pas mal de nanas. Cela a été dur, le choc culturel avec les quartiers n'a pas été simple. Au départ, c'était un peu Beyrouth. Mais nous nous sommes accrochés parce que, pour nous, c'était la seule aventure excitante sur cette ville. Relever les défis que personne ne voulait relever, faire comprendre que ces zones de périphérie sont des zones de ressources et de richesses incroyables et qu'il suffit simplement d'un peu d'attention, d'un peu de pertinence pour pouvoir lier des dialogues de proximité et, surtout, générer de la créativité. Ce qui est important, aussi, ce n'est pas de faire du colonialisme culturel, de se prendre pour un faire-valoir en allant dans les quartiers pour faire plaisir aux politiques. Mais c'est surtout, justement, de redonner des outils pour que les gens, à leur tour, s'approprient le festival ou d'autres événements et puissent monter leurs structures, gérer leurs activités tout en étant en totale complicité avec nous. L'aventure de ce festival avance donc bien, sauf budgétairement. Maintenant, il y a vraiment une appropriation des populations sur ce festival qui est de plus en plus signifiante. Surtout depuis le moment où nous avons décidé de sortir du déterminisme culture jeune parce que, pour nous, c'était un faux déterminisme. On pourra en reparler. On a décidé de sortir de ce déterminisme consistant à faire un festival uniquement pour les jeunes et de se poser le problème, aussi, des liaisons intergénérationnelles, intercommunautaires. C'est à partir de ce moment-là qu'il y a eu une vraie appropriation des adultes et il y a donc une régulation de relations parfois rupturistes avec les plus jeunes. Donc, c'est toujours un laboratoire, car c'est ainsi qu'on le conçoit. Le jour où nous aurons l'impression de reproduire de l'action, nous arrêterons. Pour l'instant, pour nous, cela reste un défi, cela reste laboratoire : on expérimente durant le festival ce que nous allons ensuite mettre dans la perdurance durant toute l'année. Par exemple, nous avons commencé en 1996 un processus danse hip hop avec la compagnie Agora. C'était donc la première fois que nous nous penchions sur ces problématiques. Il y

a a eu un court spectacle, ensuite un atelier de résidence d'une semaine. Trois ans après, nous montons des ateliers avec des danseurs professionnels tous les mois, nous faisons de la diffusion de spectacles professionnels à la fois sur le quartier et sur la maison de la culture. C'est-à-dire que nous faisons un va-et-vient entre le quartier et le centre ville. Nous ne voulons pas avoir de frontière, nous ne voulons pas avoir de mur. Moi, je ne veux pas faire de l'action uniquement dans les quartiers pour les gens du quartier. A mon avis, nous n'en sommes plus là. Il faut que les projets soient pénétrables pour tous les types de populations. Ne pas seulement faire de l'action ciblée et ghetto. Donc, nous faisons à la fois de la diffusion - par exemple danse urbaine pour ne prendre que ce déterminisme, ce champ culturel là - à la fois sur le quartier et sur la Maison de la culture. C'est-à-dire que nous sommes arrivés, à force de conviction, à produire des spectacles nous-mêmes sur la Maison de la culture. Et, ainsi, maintenant, il y a deux spectacles par an où nous faisons du conseil en programmation pour la scène nationale et où il y a intégration de ces problématiques au sein de la Maison de la culture, ce qui, il y a quelques années, aurait été impossible. Cela, c'est important : ne pas laisser les cultures urbaines enfermées comme les cultures jeunes, dire "ça, c'est des cultures jeunes". Faire cela permet aux cultures savantes, aussi, de bien rester sur leur piédestal et de ne questionner et de n'inquiéter personne, surtout pas les budgets. L'histoire de la friche est un peu la même chose. Nous sommes partis d'un local que nous squattions au sein de la ville de Bourges. Il y a eu un projet immobilier et la ville a donc racheté, parce que nous étions un peu agités, une autre friche pour nous positionner mais dans un esprit bien clair au départ : c'était un lieu de relégation, c'est-à-dire c'était un lieu pour caser les gens sans forcément les appeler à développer un projet. C'était pendant une période électorale et il faut mieux faire plaisir à tout le monde. Donc, à partir de ce lieu de relégation que nous occupons depuis 1992, petit à petit, toujours par l'action - c'est-à-dire que nous n'attendons pas forcément d'avoir le feu vert ni les crédits pour faire les choses, cela me semble important d'imposer les faits culturels par l'action - ce lieu accueille trois studios de répétition musical avec cinquante groupes adhérents. Jamais nous n'aurions cru, à Bourges, qu'il y aurait eu cinquante groupes de musique parce que le festival n'a jamais rien fait pour générer la création. C'est donc aux équipes permanentes à essayer de palier un peu à cette dissension entre l'événementiel et le ponctuel. Il y a un centre d'art contemporain qui a un rayonnement européen, qui a ouvert il y a moins de deux ans. Cela a été pour nous hyper important d'ouvrir un lieu d'art contemporain au sein de cette friche parce que nous voyions arriver à grands pas l'instrumentalisation cultures jeunes, cultures urbaines, en gros, les MJC de l'an 2000. Or, nous ne voulions absolument pas de cela parce que nous ne nous considérons pas du tout comme des animateurs. Nous nous considérons comme des intervenants culturels, comme le chaînon manquant, en fin de compte, entre les artistes et les publics. Inscrire un espace d'art contemporain, c'est éviter cela. On accueille à la fois des jeunes artistes mais aussi des artistes importants comme **Kenneth Lévêque**, on prépare une résidence avec Buren, donc, des choses tout de même assez conséquentes tout en restant ouverts aux petits projets locaux et aux artistes en émergence. Cela nous permet des zones de médiation avec des musiciens de musiques actuelles ou des danseurs de hip hop, ce qui est assez intéressant et ce qui renouvelle le public de l'art contemporain. Egalement, sur cette friche, il y a une école de cirque, une salle de danse hip hop, un centre ressource, un centre multimédia. Il y a actuellement l'arrivée d'une association d'art-vidéo, des chercheurs électro-acoustique qui vont monter leur labo et une imprimerie dédiée à l'édition d'art qui va également s'implanter sur la friche. Parce que pour nous, il est important que cela soit pénétrable par tout type de populations, que nous puissions mener une politique, tirer vers le haut les choses et ne pas enfermer les

jeunes ou d'autres déterminismes de populations dans des catégories trop sectorielles de consommation ou d'accompagnement.

André VIDEAU - Karine, je pense que tes propos et leur vigueur réconfortent et rassurent des gens. Que réponds-tu à ceux qui disent qu'Emmetrop a beaucoup changé. Ils ont renoncé au rock parce que cela ne marchait plus très bien, ils ont renoncé aux squats parce qu'il y avait des lieux plus confortables, ils ont renoncé aux quartiers pour prendre une position intermédiaire, ils ont renoncé à la guerre avec le festival de Bourges pour créer leur propre festival - je le fais exprès, attends - ils collaborent avec le mastodonte local, la Maison de la Culture. Donc on pouvait penser que ça y est, ils sont rentrés dans le rang. Donc, que réponds-tu à ceux qui te disent cela, ce n'est pas moi ?

Karin Noulette : Il y a deux manières d'être alternatif. Il y a une manière exotique, c'est-à-dire en se situant dans les marges. Cela fait plaisir au pouvoir, comme ça on sait où sont les zoulous. Et il y a une manière structurative de penser l'alternative. Je ne dirai pas situationniste parce qu'on a bien vu que dès qu'on prend la cravate et l'attachée case, cela change un peu les neurones. Mais, situ-actionnistes : c'est-à-dire de faire les choses par l'action. Donc, la gue-guerre avec le printemps de Bourges, nous, nous sommes en ? des découvertes du printemps de Bourges. Donc, au niveau régional, nous nous occupons de ce qui nous intéresse dans la machine Printemps de Bourges. Le repérage et l'accompagnement des jeunes artistes, la mise en place des opérations cité-rock sur les quartiers au niveau de la région, les concerts et les ateliers dans les prisons, cela nous intéresse. Mais après, la consommation culturelle pour la consommation culturelle, le centralisme parisien qui vient faire du festival rayonnant en province, cela ne nous intéresse pas. On ne crache pas dessus. Il faut des éléments moteurs, des choses comme cela. Nous, tout ce que nous pensons, c'est que l'énormité budgétaire empêche une vraie action de développement culturel sur le terrain, que ce soit sur notre ville ou sur la région. J'estime qu'un festival de cinq jours qui coûte 22 millions de francs est un peu lourd. Donc, nous, c'est plutôt conceptuellement que nous bataillons avec la machine sans, forcément, vouloir déshabiller Pierre pour habiller Paul. Ensuite, la Maison de la Culture est pour nous quelque chose de très important parce que c'est un lieu de visibilité central, qui doit être aussi un lieu d'appropriation pour toutes les cultures. Je veux dire que si on laisse les Maisons de la culture sur leurs piédestaux, cela ne va rien changer en fin de compte. Il ne faudra pas râler si tous les budgets vont là. Moi, je crois au contraire qu'il faut rentrer dans les choses, il faut faire du forcing, il faut agacer. Et nous, nous préférons être sur cette zone d'agacement plutôt que sur une zone de résignation ou d'assimilation, voire d'intégration.

André VIDEAU - Merci. Des questions dans la salle. Non ? Michel, peut-être.

Michel Piotrowski - Je réagis à ton affirmation concernant les questions de budget et les gros diffuseurs qui font l'image d'une région et qui, en définitive, c'est vrai, sont des locomotives, qui sont même des repères pour la population, dans l'année. Mais, en même temps, ils avalent complètement tous les budgets de la musique vivante sur un territoire. Cela rend les choses extrêmement compliquées. Pourtant, au travers de tes propos, on sent bien que favoriser la création, l'émergence, que ce soit dans les quartiers ou hors des quartiers, en fait, est un travail au quotidien qui fait appel à bien d'autres approches que la seule approche de la politique

culturelle en quelque sorte. On est sur une approche de solidarité, on est sur une approche d'humanité, d'écoute, d'une autre forme de dialogue, de brutalité quelque fois, de compréhension d'autres formes de langage. Et c'est tout cela qu'on appelle ces cultures émergentes qui, finalement, viennent se construire dans des objets plus visibles, plus publiques quand des gens comme toi arrivent à travailler avec ces personnes. La question que je me pose, en termes budgétaire, c'est au fond de savoir s'il n'y a pas là une justification à aller chercher des moyens, des énergies, ailleurs que dans les seules instances culturelles, ailleurs que dans les seuls budgets de la culture, de la ville, de la région, ou du département, ou même des budgets de l'Etat. Est-ce que ce n'est pas là une manière, peut-être, de dire qu'une approche culturelle comme la tienne regarde tout autant un certain nombre d'autres financeurs, qu'ils soient publics ou privés ?

Karin Noulette - Répondre est compliqué parce que nous, nous sommes les bâtards de tous. C'est donc compliqué de mener la barque. Nous sommes à la fois les bâtards des Maisons de la Culture qui veulent bien de notre énergie mais pas trop. Nous sommes les bâtards des Ecoles d'Art parce que nous avons une politique de diffusion, au niveau de l'art contemporain, qui est plus importante que la leur, même si elle reste l'Ecole d'art. Mais je crois que cette situation de bâtard, de funambule, nous rend sûrs d'une seule chose, c'est que nous n'avons rien à perdre. Nous sommes une équipe de quatorze permanents, quatorze petits salaires parce qu'il faut mieux quatorze petits salaires que trois gros, à mon avis. Pour nous, c'est une aventure, c'est existentiel. Moi, j'ai une formation de peintre. J'ai fait dix ans d'école d'art, j'ai changé de support, c'est tout. Mais ma sincérité, mon intégrité sont la même que si j'étais en atelier en train de faire une peinture. Sauf que je travaille sur d'autres matières.

André VIDEAU Toujours pas de question dans la salle ... Monsieur Paul Blanc ...

Paul Blanc - Une question. Tout d'abord, j'ai un peu le sentiment que lorsqu'on parle de la production d'expression des habitants, elle est faite toujours à partir d'une production qui aurait été présentée dans le cadre d'une diffusion. La deuxième question concerne la pérennisation, puisque nous sommes là pour en parler. J'ai aussi un petit peu le sentiment - et je pose aussi la question - qu'il y a une confusion entre la pérennisation de quelque chose et on ne sait trop quoi, la légitimité que cette action va obtenir auprès de certains pouvoirs publics, même si c'est une légitimité marginale. Et je voudrais qu'on aille un peu plus loin dans la question que tu nous poses : est-ce que ces propositions à caractère artistique ont des conséquences sociales ? Quelles conséquences sociales font partie de la pérennisation ? Et, à ce moment là, quels sont les partenaires de financement de ces actions artistiques autre que les simples Ministère de la Culture et autres ? Je m'explique un peu plus. On sait pertinemment que telle action va avoir une conséquence sur l'urbanisme, va avoir des conséquences sur la santé, l'éducation, etc. N'y-a-t-il pas la une vraie question qui concerne la pérennisation d'une action ? N'est-ce pas cela la question des politiques publiques ? Est-ce porteur de décroissements, ce genre de choses ? Je livre la question à nos intervenants.

André VIDEAU Michel peut être. Enfin, cela allait dans le même sens que ce que tu disais tout à l'heure : d'autres soutiens aux actions.

Michel Piotrowski - Bien sûr. Le problème est que nous sommes dans un paradoxe terrible. Je pense qu'il serait intéressant d'écouter d'autres témoignages pour mieux comprendre où est notre paradoxe. Nous revendiquons les uns et les autres le sens éminemment culturel de qui est mené, en termes d'émergence, dans les quartiers. Et c'est plus qu'une revendication. C'est presque l'affirmation du caractère essentiel de cet angle culturel de vie, où qu'on se trouve et en particulier dans des quartiers où d'autres pans de la vie sont moins agréables à vivre qu'ailleurs. Donc, nous sommes dans un contexte extrêmement puissant. Mais, en même temps, on le voit bien, les pouvoirs publiques renvoient les acteurs de l'action culturelle dans les quartiers vers, soit de l'événementiel - "On vous donne une fois mais n'y revenait plus"- soit vers toutes sortes d'autres financements, apports divers dans le contexte social, éducatif, loisir, voire santé, etc., comme tu le dis. Et, à ce moment là, on a presque l'impression qu'on prend un risque de perte d'identité d'action pour les acteurs mêmes de ces actions dans les quartiers. Et c'est là où, finalement, si c'est porteur de décrochage - je reviens à la question que tu posais tout à l'heure - n'est-ce pas porteur de bâtarde, en fait ?

André VIDEAU - Pas de réponse. Des questions dans la salle ? Avant, simplement, je voudrais vous demander deux choses. La première, et la plus importante, est de vous présenter quand vous demandez la parole dans la salle, parce que nous ne connaissons pas tout le monde. La deuxième, parce que nous sommes déjà dans une salle étonnement bruyante, qui ressemble de temps en temps à un navire dans la tempête, c'est d'essayer de ne pas susciter de perturbations nouvelles. Et, notamment, tout à l'heure, j'ai cru entendre deux ou trois téléphones portables qui résonnaient. Essayez de stopper ces machines, il y a déjà suffisamment de bruits environnants. Donc, Monsieur, allez-y.

Public : Je m'appelle Jean Pierre Duperey, je suis mercenaire, comme le Monsieur. Je travaille dans les quartiers. Je vis de cela. Je ne vis pas que de cela mais aussi de ça. Je trouve que, bien sûr il y a des questions de fond, mais c'est aussi la vie. Mon travail m'interroge, y compris sur ma vie propre, ma relation avec mes propres enfants, par exemple. Le mercenaire que je suis peut être acheté. Pourquoi pas ? De toutes les façons, c'est toujours la loi de l'offre et de la demande. L'institution a besoin de moi, j'ai besoin d'elle. Ceci dit, ceux avec qui je travaille, dont certains sont maintenant en instance de professionnalisation, s'en foutent, ils continuent le travail. Je crois qu'il y a aussi de fausses questions. D'abord, la notion de quartier. Moi, je parle de territoires. Parce qu'avec les quartiers, on raisonne toujours comme si nous étions à Paris. Je travaille à Marseille et il n'y a pas de quartiers. Il y en a mais il n'y a pas de banlieue, par exemple. La cité où je travaille, qui est celle de la **Castellane**, par exemple, est la cité de Zidane. Zidane vient tous les deux mois à Marseille dans ce quartier. Il continue son travail. Pourtant, c'est une star. Il est dans l'institution la plus dégueulasse qui soit, il continue son travail. Donc, je crois déjà qu'il faut faire gaffe à la façon dont on raisonne sous prétexte que les gens gagnent de l'argent ou n'en gagnent pas. Ce qui m'importe, je crois, c'est de trouver la perspective dans laquelle on se met. C'est vrai que lorsque je dis que je suis mercenaire, je suis metteur en scène, comédien et professeur de théâtre. Et il est nécessaire de voir aujourd'hui des nègres, des arabes, sur les plateaux. Parce que, tout de même, cela est indispensable, notamment dans la ville où je vis. Autrement, je ne vois pas où je vis. Donc, c'est très simple, en même temps : ils sont sur les plateaux. Nous avons commencé par les petits plateaux un peu sales ; maintenant, nous allons jouer au Gymnase ou ailleurs.

On va jouer à Créteil où on a fait les cons dans cet espèce de festival de merde de la ville où les politiques étaient rassemblés entre eux et où les gamins étaient dans la cité en disant "Mais vous êtes des cons, vous n'entendez même pas les poètes !". Je crois qu'il faut aussi raisonner un peu comme cela. Alors je suis mercenaire. Bien sûr que je vais me faire acheter un jour, peut-être, parce que nous ne sommes que des êtres humains et les êtres humains s'abîment, se fatiguent, s'usent. Les équipes se cassent. Tu vas tenir peut-être cinq ans, dix ans, c'est normal. Et d'autres reprendront ta place. Mais je crois que le mouvement existe. Maintenant, il est inéluctable. J'ai commencé il y a trente ans dans les cités de transit de Bagnolet. Après, je suis allé dans le monde rural et j'ai fait pareil. Et cela continue et, à un moment donné, peut-être que je ne pourrais plus parce que je serai trop âgé.

André VIDEAU - Merci. D'autres prises de parole dans la salle, oui ?

Public- Bonjour, je m'appelle Lydie Huberson, je travaille à la mairie de Clichy au service Jeunesse. En fait, je m'étonne qu'aujourd'hui, n'aient pas été invités des gens qui travaillent, entre guillemets, dans la culture savante, comme elle disait tout à l'heure. Parce qu'en fait, je crois que le gros problème des actions dans les quartiers ou de l'action socioculturelle, c'était justement la revendication tout à l'heure de ce caractère culturel mais qui est complètement occulté par les cultureux, dirons-nous. Donc, je m'étonne que ceux-ci ne soient pas présents aujourd'hui pour discuter du clivage qui existe et qui complexifie toutes les actions.

André VIDEAU Je peux répondre, étant en partie responsable de la composition du plateau. D'une part, le clivage n'est pas aussi net que vous le dites parce que chacun de nos invités, pris à part, peut revendiquer très légitimement sa part de culture savante et sa part d'apport à la culture savante. Et la culture en devenir est de la culture savante. D'autre part, ce n'était pas le but essentiel de cette table ronde. Il s'agissait de parler de ce qui se passe dans les quartiers, tant au niveau de la création qu'au niveau des perspectives, des possibilités de consommation, la fameuse démocratie culturelle dont tout le monde parle sans très bien savoir comment on va pouvoir s'en approcher. Donc, ce n'était pas forcément l'objet. Mais, encore une fois, je crois que tout le monde ici à un pied, et plus qu'un pied souvent, dans la culture savante. Mais c'est vrai que nous n'avons pas invité, par exemple, un responsable de musée. C'est volontaire. Nous l'avons fait sur d'autres tables rondes, avec d'autres sujets. Mais vous pouvez trouver que c'est une faille dans le dispositif, c'est tout à fait légitime. Nous allons peut-être passer à un autre interlocuteur ...

Public - Moi j'aurais voulu revenir au festival d'Angoulême et demander à Eric Surmely ce qu'il entendait par chantier-école parce qu'au niveau des montages financiers, pour moi, ce n'est pas très clair. Et comme, apparemment, tous les intervenants qui ont parlé, n'ont pas évoqué de difficultés à ce niveau-là, moi, je m'interrogeais sur les montages et je me demandais comment cela se passait. J'étais intéressée par les partenariats de ce type là.

Eric SURMELY - Très rapidement. La majorité des chantiers-écoles qui ont été montés sur Angoulême l'ont été avec l'AFPA, l'Association de la Formation Professionnelle pour Adultes. Le but du partenariat avec l'AFPA était d'intégrer dans les cycles de formation de l'AFPA la matière même du projet. En clair, plutôt que de

construire des salles de bain dans de grandes salles vides et de les casser à la fin de l'année, les gens qui étaient en formation construisaient des décors en maniant à peu près les mêmes matériaux avec les mêmes techniques. Ces décors étaient valorisés sur une manifestation culturelle forte qui les motivait peut-être plus que de faire des choses pour les casser. Mais pour le montage financier des dossiers, ce serait peut-être un petit peu long à décortiquer ici.

Public - Non, mais cela a l'air d'être trop simple. C'est pour cela que je suis un peu curieuse. J'aurais aimé qu'on évoque un peu cet aspect là.

Eric SURMELY - Je donne un résultat. Je ne donne pas toutes les aventures et les tribulations et les négociations qui ont précédé la chose en question. Non, ce ne fut pas simple du tout, du tout, du tout.

André VIDEAU - Donc, notre troisième invité, c'est Mehdi, Mehdi Lallaoui qui a été président de Caravane des quartiers et qui connaît tout de même bien l'aventure dans ses derniers développements. Je dirai un peu que parmi le panel d'invités qu'on a eus, c'était peut-être celui qui risquait le plus d'être mis en accusation. Mais il va largement se défendre. Mis en accusation dans la mesure où, effectivement, entre le pérenne et l'éphémère la caravane des quartiers - on le sait bien la caravane passe- pouvait être l'exemple même d'une opération très ponctuelle, qui arrive avec de gros moyens sur une ville, un quartier, passe un peu par dessus la tête des acteurs de terrain et puis, une fois la fête finie et les toiles rangées, s'en va apporter la bonne parole, ou plutôt la bonne musique, ailleurs. Donc, ce pouvait être un peu le contre-exemple. Bien entendu, je caricature et ce n'est pas du tout comme cela. La parole est à la défense et Mehdi va expliquer pourquoi Caravane n'est pas cela, en fait.

Nathalie PUYGRENIER - Bonjour, je m'appelle Nathalie, j'arrive de Nice et je suis une socio-cu. Je suis désolée. J'ai deux questions qui s'adressent à Karine. La première : tout à l'heure, vous avez parlé de l'école du cirque. J'aurais juste voulu avoir une précision, puisque vous étiez très remontée mais que, quelque fois, nous sommes quand même tenus à une réglementation. Donc, je voudrais juste une précision par rapport à votre expérience avec l'école du cirque. C'est savoir si vous travaillez avec la Fédération Française de l'Ecole du Cirque. Et ma question se prolonge sur certaines personnes qui travaillent avec vous, qui sont bien obligées d'être des diplômés de l'Etat. Donc, malheureusement, on est bien obligé de faire avec ? Et la deuxième question porte sur le fait que, tout à l'heure, vous disiez que vous essayez quelque fois d'élargir, et de ne pas parler de quartier, de ne pas travailler uniquement sur certains quartiers. Mais moi, pour parler de mon expérience à Nice, je travaille à Nice Nord dans un quartier qui n'est pas une ZUP mais qui est quand même un quartier dit difficile. Nous arrivons à avoir des financements et nous sommes bien obligés, comme le disait monsieur tout à l'heure, de faire avec. Donc, j'aimerais savoir, par rapport à votre expérience, comment vous faites pour élargir et partir dans d'autres quartiers ou dans la ville.

Karin Noulette - Déjà, l'école du cirque n'est pas gérée par nous. Dans la friche il y a les activités que, nous, nous menons directement avec la structure mais toute l'activité cirque est menée par une association indépendante. Donc, ce sont des gens de cirque, ce sont des artistes internationaux de cirque issus de

cirques traditionnels, non pas du nouveau cirque mais du cirque traditionnel, et qui sont en instance d'être adhérents à la Fédération des structures de cirque. Donc, de ce côté là, il y a tout de même garantie de la qualité des intervenants. Et ce n'est pas simplement pour rajouter des actions. C'est simplement que la friche voulant se battre contre un déterminisme culturel, ouvre ses portes à des activités exigeantes mais pas forcément gérées par nous. Le problème n'est pas que nous gérons tout mais que nous soyons des courroies de transmission, d'accompagnement et que nous puissions aussi, dans les quartiers, générer la création d'autres associations qui vont prendre leurs affaires en main et qui vont elles-mêmes mener l'action jusqu'au moment où nous ne mènerons plus certains types d'actions parce qu'elles seront relayées par d'autres structures. C'est-à-dire, ne pas mener l'action pour la conserver bien au chaud, à soi, et se garantir des arriérés mais plutôt d'essayer au maximum que cela soit générateur d'expression et de structuration. Ensuite, par rapport au fait de ne pas travailler uniquement sur les quartiers, pour moi, cela me semble essentiel. Par exemple, l'atelier danse que nous faisons tous les mois avec des danseurs professionnels - on travaille avec Max Laure de Boogie Saï et avec Ibrahim Dembele - c'est justement de se dire que ces projets-là doivent être à l'écoute des jeunes du quartier mais pas nécessairement se dérouler dans le quartier. Nous avons quatre vingt jeunes sur les ateliers de danse hip hop dont une bonne soixantaine issue des quartiers sud et nord. Mais ce n'est pas pour cela que nous allons faire l'action sur les quartiers. Parce que, peut-être, nous fermerions la porte à des gens qui ont des idées préconçues et qui n'iront pas au quartier pour suivre ces ateliers de danse. Il y a de mauvaises images de marque sur les quartiers, toujours, des images qui continuent à être véhiculées même si je trouve qu'un quartier est beaucoup plus passionnant qu'un centre-ville qui n'est qu'une zone de passage et de consommation. En faisant ces ateliers de danse en centre-ville, sur des lieux plus neutres, on accueille forcément des jeunes des quartiers parce que c'est une pratique dominante et qui les attire beaucoup. Mais on peut également accueillir des jeunes qui sont sur d'autres pratiques de danse ou d'autres pratiques sportives et assurer ainsi une vraie mixité. Par exemple, lorsqu'on fait des stages sur les musiques numériques, ce qui nous importe n'est pas de travailler uniquement sur le hip hop mais de confronter des chercheurs en électro-acoustique à des jeunes qui touchent des machines en hip hop, en techno ou en rock. Pour moi, c'est cela, c'est ce brassage-là qui est important et qui va faire en fin de compte tout le déterminisme de la création à venir qui est déjà prégnante actuellement, à savoir un décroisement total entre les pratiques et les styles. Il y a encore quelques années, lorsqu'on parlait d'un rapprochement évident entre le hip hop et la techno, tout le monde rigolait. Parce que le hip hop est pour les petits immigrés et la techno est pour les petits blancs centre-ville. Mais on se rend compte que dans les processus de création, cela ne se passe pas du tout comme cela actuellement et que cela devient de plus en plus cross over. Donc, à part pour le festival de quartier qui vise surtout à qualifier la périphérie - un festival exigeant qui commence à avoir un rayonnement régional qui doit se passer sur le quartier - pour montrer qu'il s'y passe aussi de bonnes choses, que les gens peuvent être conviviaux, festifs, fiers de leurs cultures, qu'ils peuvent faire la fête entre générations, je trouve qu'il est aussi important, sur les zones de transmission, de qualification et d'accompagnement, de travailler sur d'autres zones de la ville pour réapprendre des parcours et initier d'autres modes de consommation culturelle et pas seulement sur le quartier. Après des financeurs, cela ne pose pas vraiment de problèmes quand on en parle comme cela. On comprend bien que le but n'est pas de mettre un mur autour des quartiers.

André VIDEAU - D'autres questions. Je sais que l'atmosphère est particulièrement réfrigérante et que cela ne prête pas aux réflexions surchauffées. Mais essayez malgré tout de poser les questions dans le feu de l'action, le terme ne convient pas, c'est-à-dire aussitôt après que l'intervenant a parlé parce que, sinon, cela va nous faire perdre le fil et nous avons déjà suffisamment de mal à rester stoïques dans la température ambiante. Y-a-t-il d'autre questions ? Paul ?

Paul Blanc - J'ai été pendant plusieurs années sur le front social de la culture, je ne sais pas comment j'appelle ça. Je suis assez troublé par l'histoire des hommes neutres, des lieux neutres, tout ce qui pourrait constituer la démarche d'une création artistique, donc la création. Dans nos affaires, la création - je dis bien la création, parce que la démarche c'est déjà la création - se nourrit d'un environnement, se nourrit d'obstacles à la création. Donc, les lieux neutres me posent question. La deuxième question, ce n'est pas ce que vous dites, mais ce qu'on entend souvent. On l'a vu pour le logement et on le voit aussi pour la culture, la légitimité du Neptune viendra quand les classes moyennes rejoindront les pauvres. On réhabilitera un quartier le jour où d'autres personnes viendront y habiter, comme si les pauvres - excusez-moi, je ne veux pas être simpliste - n'avaient pas droit à des conditions d'habitat correctes. Et c'est souvent la même chose pour la culture. La neutralité d'un lieu de travail et d'expression, cela m'interroge beaucoup.

Karin Noulette - Si tu veux, nous avons un quartier un peu spécial. Ce sont deux quartiers : Chancellerie-Villejon. C'est à peu près 30 000 habitants sur une population de 80 000. Il y a une route qui sépare les deux quartiers. Et je vais t'expliquer : ça ne passe pas d'un quartier à l'autre. De toutes façons, on ne peut pas régler tous les problèmes, mais cela ne passe pas d'un quartier à l'autre. Il y a des histoires, un historique lié à chaque déterminisme de quartier, qui fait qu'il y a presque un instinct naturel à une forme d'ethnicisme moderne, géographique, qui sépare les gens. Et en menant des actions à la fois dans le quartier et à la fois ailleurs, cela permet de recréer des parcours. Par exemple, les jeunes musiciens du quartier qui viennent répéter à la friche, qui n'est pas située dans leur quartier, ils y trouvent une paix en terme de créativité, qui leur convient. C'est-à-dire que les jeunes qui viennent à la friche, c'est pas des jeunes de quartiers défavorisés, ce sont des jeunes graffeurs, danseurs, musiciens. Déjà notre manière d'aborder comme cela permet de mettre à plat tous les problèmes liés à l'environnement et permet de toucher la matière même de notre travail, c'est-à-dire la transmission et la qualification artistique.

André VIDEAU - Bon, Méhdi, c'est à toi. J'espère que tu n'as pas oublié tout ce que je t'ai dit de méchant tout à l'heure.

Mehdi LALLAOUI - Par rapport à l'éphémère, c'est vrai que nous sommes beaucoup plus fragilisés en tant que festival itinérant, parce qu'on se déplace toujours et parce que nous ne sommes pas adossés à une structure ou à une ville. C'est vrai. Quand on est dans une ville, même en tant qu'indépendants, ou alors faisant partie intégrante d'une structure, disons para-municipale, fixe, on a moins de fragilité. D'abord, je vais vous expliquer comment fonctionne depuis dix ans, la caravane des quartiers. Je vous ai dit tout à l'heure d'où nous étions issus, il est important de réaffirmer que nous sommes issus des quartiers que nous visitons à travers la France. Nous nous déplaçons donc à l'appel d'un certain nombre de structures et d'associations de

quartiers et nous nous installons au cœur d'un quartier. Pour cela, nous arrivons avec quatre vingt tonnes de matériel, des camions, des scènes mobiles, depuis quelques années une écurie et des générateurs, parce que dans ces quartiers en général, il n'y a pas d'équipement pour accueillir un public multiple de cinq mille à dix mille personnes pendant toute une semaine. Donc, c'est un véritable infrastructure qu'on colle, qu'on fixe dans un quartier, loin des centres ville et loin des équipements. C'est une première chose. On fait appel à nous, non pas en tant que cirque Bouglione, mais aussi en tant que militants associatifs ayant un objet associatif. Tout à l'heure, au risque de choquer, je disais que, pour nous, la culture n'est qu'un prétexte : nous ne nous fonderons pas, avant tout, dans la consommation culturelle. La consommation culturelle c'est important. Mais les gens ne peuvent pas être heureux dans l'environnement où ils se trouvent sans qu'on parle d'un certain nombre de choses. Pour nous il y a effectivement l'enjeu culturel. Il y a surtout, et avant tout, l'enjeu de société. C'est-à-dire que dans tous les quartiers d'où nous sommes issus et où nous allons, on ne peut pas faire de la consommation culturelle sans parler des problèmes de toxicomanie, sans parler de problèmes de logement, sans parler de problèmes de racisme, sans parler de problèmes d'école, de formation et d'intégration scolaire. Donc notre objet associatif est vraiment l'enjeu de société dans les quartiers où nous vivons. Même si le prétexte, c'est la culture. La rencontre avec ces quartiers se fait après une très longue préparation. De six mois à un an avant l'installation, pendant une semaine, de la caravane des quartiers, il y a une multitude de contacts, pour valider, voir si tous les intervenants de la ville où nous allons aller sont bien d'accord sur l'objectif. Nous sommes des gens indépendants, et c'est vrai que le préalable, c'est que nous puissions donner une expression indépendante et, dans un projet fédérateur, y amener un certain nombre de choses. Et cela ne se passe pas sans difficulté. Dans dix-huit mois, on va être, dans ce pays, dans une tornade électorale. Les municipalités, quelle que soit leur tendance, quelle que soit leur direction, ont toujours une arrière-pensée électorale et électoraliste par rapport à l'intervention culturelle ou l'intervention de gens qui viennent de l'extérieur. Nous arrivons donc pour un objet social et culturel, mais aussi nous arrivons avec un objet fédérateur, pour essayer de faire bouger les choses. Et c'est vrai que dans les quarante quartiers que nous avons fait, à travers ces dix années, cela a toujours suscité débats, réflexions et polémique, parce qu'on n'a rien inventé. La caravane des quartiers se déplace et s'installe, rencontre des gens et fait des réunions, fait des propositions. Elle oblige les habitants du quartier et les associations, à prendre part à cette caravane. Ensuite, les institutions, qui sont les financeurs, ont aussi des projets de ville. Et notre boulot, en tant que militants associatifs, ce n'est pas de dire : " Tous pourris, les institutions et les élus, tous méchants et nous, nous sommes les gentils". Le but de la caravane des quartiers, c'est qu'on puisse avancer, tous ensemble. Et il y a souvent des incompréhensions. Mais, à chaque fois, les débats, les conflits ont été générateurs de paroles et ont été aussi générateurs de calages par rapport à la ville, aux quartiers que nous voulons. Notre livre de chevet, c'est La relégation de Jean-Marie Delarue. C'est vrai que nous nous installons dans un quartier, que ce soit à Chambéry, à Nîmes, à Argenteuil, à Mantes. Partout, nous nous installons dans un quartier à la périphérie. Et nous, notre objet, c'est de parler de ces quartiers périphériques, qui font soit disant partie de la ville, mais qui sont exclus. Et pas seulement par rapport à la demande et à l'offre culturelle. Ils sont exclus physiquement du monde du travail, de l'école, des transports, etc. On s'inscrit dans une démarche foncièrement citoyenne - ce mot est à la mode - en disant qu'on ne peut pas faire de culture si on ne parle pas du reste. C'est parce que nous sommes des habitants de ces quartiers, c'est parce que nous y sommes nés, c'est parce que nous savons que le prétexte culturel, c'est un prétexte qui est très très rassembleur, que l'on

peut faire avancer ces réflexions. Dans cette offre culturelle, nous sommes relativement pointus, c'est-à-dire qu'e nous avons systématiquement mixé les publics, mélangé les genres musicaux et les modes d'expression culturelles. Mais, à travers ce prétexte culturel, il y a la ville, la vie, les gens. Et tout ne s'est pas toujours bien passé. Je vais citer un exemple récent l'année dernière, où il y avait une ville avec un certain nombre d'associations. C'était les associations qui nous sollicitaient pour que la caravane des quartiers s'installe. Il y avait un passif avec la direction de la municipalité et tout le monde était prêts à ce que la caravane s'installe sur notre conception : les habitants d'abord, les associations, la région parisienne, avec un certain nombre de choses. Un savoir-faire, certes. Mais nous voulons que les gens s'approprient les choses. Et, au cours d'une réunion où nous étions absents, les associations et la municipalité socialiste se sont pris le chou entre eux. C'est-à-dire qu'il y a des jeunes qui ont reproché à la municipalité de ne rien faire et de mettre beaucoup de pognon pour l'arrivée de la caravane, etc. Au lieu de se servir de cet appel, de cette parole, pour retisser, pour recréer, pour remettre à plat et pour fédérer dans un projet commun les choses, la municipalité a dit : "S'il n'y a pas d'excuses, vous serez exclus de l'initiative. Donc, ils ont exclus les gens des associations de l'initiative et nous ont appelé en disant : "On va mettre le pognon, la caravane va venir, et on va faire quelque chose entre nous, la ville de Pau et la caravane dans ce quartier, les habitants nous ont insulté", etc. Nous avons répondu : " Attendez, ce n'est pas une question d'argent. La validation de notre projet, ce sont les habitants. Si, à un moment ou à un autre, les institutionnels que sont les élus ne sont pas capables d'échanger et de s'engueuler, d'échanger de la parole et de construire, nous nous ne sommes pas le cirque Bouglione. Nous allons arriver avec des gens qu'on fait venir d'Algérie, du Maroc, du Sénégal. Nous allons arriver avec du théâtre, des films. Nous ne sommes pas les pompiers de service". La validation de ce travail ne peut se faire qu'avec les habitants, qu'avec la critique des habitants. Parce que c'est grâce aux habitants que nous arrivons à ce que les choses ne soient pas éphémères. Parce qu'effectivement la caravane part au bout d'une semaine, mais il se crée un formidable réseau. Là, actuellement, aujourd'hui et dans les jours qui suivent, à Lille, nous faisons une très grosse opération. Mais à Lille, il va y avoir des caravaniers de toute la France, de toutes les associations où la caravane est passée à un moment. Dans notre conseil d'administration, nous avons voulu que les associations des villes où nous sommes passés soient représentées. Et c'est vrai que notre objet est un objet culturel et un objet essentiel. Mais c'est aussi un instrument de la politique, des politiques de la ville. Parce que, aussi bien, nous sommes des gens très critiques par rapport à un certain nombre de choses qui ne vont pas, aussi bien nous sommes des gens constructifs, disant qu'il faut accentuer tout ce qui va dans le bon sens . Alors, il y a aussi, du point de vue de l'analyse de l'éphémère et de la pérennisation, des remises en cause à chaque fois. Parce que la société va plus vite que notre réflexion, parce que nous n'avons pas vu un certain nombre de choses dans les quartiers où nous sommes allés. La montée de l'intégrisme religieux : beaucoup de gens de la caravane ont des parents d'origine musulmane mais, là-dessus, nous n'avons pas vu la rapidité avec laquelle un certain nombre de choses inquiétantes montaient. Par exemple, l'intégrisme religieux. Nous n'avons pas vu la rapidité avec laquelle la violence des plus jeunes se développait. Un jour, nous avons eu un très gros pépin. Du point de vue de la sécurité, dans la caravane des quartiers, nous n'avons jamais eu, pendant dix ans, le moindre souci par rapport à ces quatre vingt tonnes de matériel, par rapport à ces générateurs, ces camions générateurs électriques, par rapport à ces spectacles. Nous avons un service de sécurité qui est professionnel et mixé avec des gens du quartier. Mais, un jour, des jeunes, là où il y avait les fondateurs de la caravane des quartiers, à Mantes la Jolie, des

jeunes de douze ans, treize ans, nous ont foutu le bordel. Il sont arrivés d'un côté, ils sont ressortis de l'autre côté et ils ont tout cassé. Nous avons, dans la sécurité, des malabars, des costauds. Nous avons été tellement surpris que ces mêmes de douze ans treize ans, viennent et cassent tout, nous n'avons rien compris. Par la suite, nous avons compris. Donc, la société, les quartiers, la vie dans les quartiers, dans les cités, le rapport humain avec les institutions, avec les élus, cela va très vite. Il y a deux ans, nous avons fait un bilan, un audit portant sur l'utilité du passage de la caravane des quartiers dans une cité : cela sert à reconstituer du lien, du sens et à renouer des solidarités, à renouer de la parole. Le rapport d'audit commandé à **Noémie Psu** a concerné le quartier de l'Europe à Colmar, nous n'avons rien inventé. Mais il est apparu que le fait que nous créions le prétexte à faire un projet fédérateur avec tout le monde, à égalité - où ce n'est pas une association para municipale, où ce n'est pas la volonté du maire ou de la région ou du ministère qui impose les choses mais quelque chose où les gens se sentent respectés - déclenchait des désirs. Et je crois que le désir culturel est quelque chose de très important. Mais le désir de vie dans le quartier est aussi quelque chose de très important. Le désir de voir son quartier reconnu est quelque chose de très important. Le terme relégation, c'est à nous tous de nous battre contre le fait que ces quartiers soient mis à la périphérie et que, de temps en temps, grâce aux pouvoirs publiques, on donne de quoi faire la fête, la fête de fin d'année, etc. Je crois que nous, nous nous positionnons là-dessus. Cela fait dix ans que cela dure et, chaque année, nous nous remettons en cause. Aujourd'hui, nous avons un peu les coudées plus franches parce que nous avons systématisé auprès des financeurs le fait qu'on nous critiqué en disant "Cela coûte trop cher, à quoi cela va-t-il servir, pourquoi ?". Nous avons dit à nos financeurs de venir voir ce qui se passe. Peut-être les choses ne sont-elles pas quantitativement palpables. Mais le fait de redynamiser les associations, de redonner la parole aux habitants, de recréer le prétexte au débat et à la confrontation avec les partenaires et tous les partenaires est quelque chose d'important dans notre projet de société, dans notre enjeu de société, avec ce prétexte à la culture par tous dans un quartier. En disant cela, je voulais dire que nous sommes avant tout des militants associatifs et que la culture, un beau spectacle, un spectacle de qualité, ne suffit pas. Si nous n'arrivons pas à parler de toutes ces choses périphériques mais qui font la vie du réel, le chômage, le racisme, la vie dans le quartier et la citoyenneté. Je terminerai en disant une dernière chose. Nous sommes aussi dans des quartiers où beaucoup de gens sont issus de l'immigration : la deuxième génération a le droit de vote mais elle ne vote pas. Mais nos parents n'ont pas le droit de vote. Donc, c'est un enjeu de citoyenneté dans ces quartiers. On peut donner tous les désirs culturels qu'on veut, on peut donner tous les spectacles qu'on veut, l'enjeu est aussi de reconstruire une dignité et une parole. Et tant qu'il n'y aura pas cette parole, nous serons dans une situation un petit peu bancal par rapport à la culture et à la cité.

André VIDEAU - Mehdi, je vais me faire un petit peu l'avocat du diable parce que, à travers ce que tu viens de dire, il me semble que la vocation de caravane se situe entre le militantisme et l'itinérance. Cela ne vous incite-t-il pas à travailler sur, non pas une cité, mais sur un quartier idéal et à avoir un projet en kit, qui se reconstruit ? Cela expliquerait peut-être ce que vous n'aviez pas vu venir assez vite, que vous n'aviez pas pris la juste mesure de la montée de la violence ou de la montée de l'intégrisme et des incidences que cela peut avoir sur les comportements, notamment, des jeunes. Cela ne vient-il pas du fait, justement, que vous n'avez pas suffisamment d'emprise et de présence sur le quartier ?

Mehdi LALLAOUI La majorité des gens qui compose par exemple le Conseil d' Administration de caravane vivent dans les quartiers, dans huit quartier, entre Argenteuil, Saint Etienne, Marseille, Mantes la jolie, Colmar, Chambéry, des quartiers où nous sommes passés. Mais ce n'est pas parce qu'on vit dans un quartier qu'on arrive à trouver des solutions. On constate un certain nombre de choses qui vont très vite. Nous, notre constat est qu'il faut rassembler tout le monde dans un projet. Et essayer de faire que les gens, autour d'un projet, se réapproprient la parole, se réapproprient les projets et occupent le terrain. C'est cela l'enjeu. De plus, au bout de dix ans, nous avons constaté que le savoir faire que nous avons devait être transmis. Et cette année, nous allons avoir trois conventions - l'une signée sur trois ans avec la ville de Chambéry et une autre avec Lille sur trois ans. Une troisième sur PACA - pour transmettre tout ce que nous avons pu faire dans les quartiers et essayer d'accompagner sur trois ans pleins tous les projets de ville et de quartier dans ces villes-là. Sachant que dans les 800 quartiers en France qui nous concernent, les histoires sont différentes. A chaque fois, il y a des choses identiques mais chaque quartier a une histoire différente, chaque quartier a des interlocuteurs différents et c'est à nous de nous adapter et d'essayer de trouver les fils conducteurs qui sont des fils communs pour influencer là-dessus.

André VIDEAU - Des questions à Mehdi Lallaoui ? oui ...

Nicole Dubois, Sonacotra. Quel est le contenu de vos interventions ? Je suis très gênée parce que je ne connais pas le contenu de votre spectacle, de votre manifestation. Je ne sais même pas ce que sait. Donc, je vous écoute depuis tout à l'heure et je ne suis pas plus éclairée.

Public - J'ai le même sentiment. On a compris l'état d'esprit dans lequel vous essayez de collaborer avec les partenaires des quartiers. Mais, au bout d'un bon quart d'heure, si ce n'est pas plus, nous ne savons toujours pas ce que vous faites et nous sommes un peu furieux. Nous aimerions bien savoir. Donc, si vous pouviez nous expliquer. Parce que nous sommes sensés connaître, en fait, et nous ne connaissons pas.

André VIDEAU - Il y a un très beau livre qui raconte l'aventure de caravane ...

Public - Oui mais cela aurait été bien qu'on puisse entrer dans le sujet ...

Mehdi LALLAOUI ... Culturel ?

Public - culturel.

Mehdi LALLAOUI - Mais c'est justement parce que nous sommes sur les rencontres urbaines, axées sur la culture, que j'ai voulu déconnecter mon propos pour dire que les quartiers ne sont pas seulement la culture et pour réaffirmer que, pour nous, la culture n'était qu'un prétexte. Ce que nous faisons durant une semaine, car cela se passe en une semaine : on installe un grand village avec des chapiteaux. A l'intérieur des chapiteaux, il y a toute une série de spectacles que nous amenons de l'extérieur. Des spectacles qui viennent d'Afrique, du Maghreb, d'autre part. Et des spectacles qui viennent de l'intérieur, de la cité, de la ville, de la région, qui

se produisent pendant toute une semaine. Nous avons un spectacle avec des chevaux parce que nous avons connecté dans tout ce réseau un cirque équestre qui a rejoint la caravane. Nous avons donc une écurie et un spectacle équestre qui est plus donné aux enfants. Mais, en réalité, il y a autant d'adultes que d'enfants. Donc, pendant toute la semaine, tous les jours, il y a des spectacles sous un grand et un petit chapiteau. Il y a des rencontres, il y a du théâtre, du théâtre de rue, des débats, des projections de films, de la danse. Tout ce qu'on peut trouver dans les différents festivals ou initiatives ici représentés. Et tout cela se cale sur une semaine. Et, durant toute cette semaine, on mixe les publics, les générations, les cultures. Pendant toute une semaine, il y a un objet culturel très fort et il y a plus que cela. Parce que nous faisons aussi un grand repas fraternel - on demande aux familles de confectionner un grand repas où tout le monde est invité. On systématisé le fait que les expressions directes du quartier, de la ville et de la région sont représentées à égalité sur la grande scène. A Valenciennes, il y a eu Renaud et il y a eu du hip hop, tout comme à Colmar, Marseille, Saint-Etienne. A chaque fois, nous essayons que les représentations culturelles têtes d'affiche soient mixées avec des gens qui ont une expression non professionnelle mais qui ont des choses à dire. Donc, durant toute une semaine, il n'y a que de la culture dans le quartier, théâtre, musique, exposition, film. Et parfois, nous débordons dans le centre-ville avec du théâtre de rue pour attirer le centre ville vers le quartier où nous sommes installé, avec Générique vapeur, avec Kumulus, avec un certain nombre de troupes que vous connaissez bien.

Jean Pierre Duperey - Est-ce que je peux t'emmerder un peu ? Parce que tu nous fais chier, là ! Tu dis, je trouve, des généralités. Ce qui se trouve intéressant c'est, quand tu dis "le théâtre de rue", moi je m'en tape. C'est : quel théâtre de rue ? Nous ne sommes plus avec dieu au dessus de nous. C'est comme dire : La politique de La ville. Déjà, tu parles de Marseille, c'est une ville avec une histoire. Si tu nous parles de La ville, moi, je t'emmerde, tu vois ? Cela ne veut rien dire. Tout le monde parle de la ville, de la citoyenneté, de la ceci ... Mais merde, on n'est plus catho, c'est fini cette histoire. Dieu n'est plus au-dessus de nous. Nous sommes des réalités précises qui ont des histoires précises. Alors, parlons de Marseille, de Générique vapeur ou des quartiers ... De quel quartier parles-tu ? De quels gens parles-tu ? Par exemple, je travaille à **la castellane**. C'est un quartier qui a une histoire particulière. Les gens n'ont aucune envie de se casser de ce quartier. Pourtant, ils ont des emmerdements. Au-dessus, il y a le plus grand centre commercial d'Europe qui est en train de s'écrouler. Mais, en dessous, il y a la mer, quand même, et il y a un petit coin où l'on peut se baigner. Ils n'ont aucune envie d'aller dans les quartiers sud parce que la bourgeoisie marseillaise à un goût de chiotte, mais vraiment, de toute façon. Donc, ils n'en ont rien à branler, il faut dire ce qui est. Alors, si tu t'amènes avec la culture, ils s'en foutent de toi et de ta caravane. Moi, je peux te le dire, parce que les mômes, je les connais bien. Donc, je crois qu'à un moment donné, il faut cesser de généraliser les choses. La politique de la ville, c'est un problème du Ministère qui a besoin de se raconter ses salades. Ce sont des salades d'énarques. Mais chaque ville a tout de même son histoire propre et a mené par rapport à son histoire propre sa bataille propre. Et si on ne l'analyse pas un peu, précisément, de façon pointue, en essayant de voir ce qui se fait exactement avec les acteurs locaux, avec la population ... On pourrait parler, par exemple, de la communauté comorienne qui est très puissante à Marseille. Si nous n'analysons pas ces rituels, parce que ce sont eux les aristocrates de la ville ; ils n'en ont rien à cirer de Madame Machin qui va à l'opéra, surtout dans une ville ...

(interruption de l'enregistrement. Fin de la cassette 1)

Jean Pierre Duperey. Suite ... l'autochtone, il a raison. Je crois qu'il y a un moment donné où il faut cesser de généraliser, bordel ! Il faut parler de choses, d'anecdotes profondes. Je présume que vous avez eu des vécus, des rencontres précises. Et non pas La culture dans Les quartiers ! Parce que cela nous ennuie profondément

...

Amel DAHMANI - je travaille à la mairie de Saint Denis, dans le 93, à la direction des affaires culturelles, comme cela s'appelle. Je fais de la médiation culturelle en emploi jeune. Nous sommes en formation en alternance avec La Villette. Donc, il y a vraiment le souci de donner un service public de qualité. Voilà, les choses dites comme cela, pour situer un peu les choses. Je voulais parler, en fait, d'une expérience personnelle. Cela fait peu de temps que j'ai commencé, c'était début août. Nous avons eu six mois de stage auparavant. Il y a un compositeur en résidence, qui est en résidence à Saint-Denis et qui s'appelle Nicolas Frize. Il fait de la musique contemporaine. Sa démarche est qu'il y ait des rencontres entre amateurs et professionnels, entre générations, à travers des projets artistiques : poser des questionnements. Par exemple, dans le projet sur lequel je travaille, il veut constituer une chorale de 300 personnes en proposant à des personnes âgées d'y participer, à des jeunes, à des salariés, à des étudiants, en brassant ainsi différents publics. L'idée n'est pas vaine en ce qui concerne les amateurs. Par exemple, les partitions qu'il utilise pour sa chorale sont des partitions qu'on peut lire sans avoir fait de musique auparavant, sans savoir lire de la musique. C'est un peu cette démarche là. Cette manifestation, son principe est celui d'un concert-promenade : le public va se promener dans différents sites de la ville de Saint-Denis pour avoir différentes postures musicales et se rendre compte que nous n'écoutons pas la musique de la même manière quand nous sommes assis dans une église ou debout dans la cour d'une école. Voilà, pour vous expliquer un peu le personnage, qui a vraiment un questionnement sur l'appropriation de la culture par les gens, que la culture entre dans tous les lieux, que ce ne soit pas quelque chose qui soit réservée à une élite, à certains lieux, à des sanctuaires et qu'elle puisse s'investir partout. En même temps, ce projet ne dure qu'un mois et demi. Il y aura des répétitions pendant un mois et demi et un concert à la fin. C'est donc un projet qui est court. Mon rôle était de prévenir les associations pour que les gens puissent participer à cette chorale. Ce qui s'est passé, c'est que certains se sont intéressés parce qu'ils le connaissaient, cela fait dix ans qu'il bosse. Mais, il y a à Saint-Denis deux maisons de quartier qui ont une action sociale avec des écrivains publics, la CAF; etc. Et ils ont aussi des actions culturelles avec des ateliers qui sont animés, soit par des animateurs municipaux, soit des associations. Et, donc, les deux maisons de quartier ont réagi différemment à cette proposition. L'une m'a dit : "OK, d'accord. On voit avec les associations qui sont dans le quartier pour relayer cela, s'investir, échanger, voir les opérations qu'on peut faire autour de cette chorale avec les musiciens qui y participent. Et l'autre maison de quartier m'a dit : "Mais moi, cela me fait rigoler. Cela va durer un mois et demi. Nous, cela fait des années que nous sommes là. Combien cela coûte-t-il ? Un mois et demi ? Peut-être cela va-t-il être un temps fort mais que va-t-il se passer à la fin ? Les gens ne vont-ils pas être déçus de revenir ensuite dans un train train quotidien ? Et cet artiste ne fait pas les choses sur la durée. Même si le contenu peut être sympathique, ce ne sont pas des choses sur la durée". A partir de là, ce discours me semblait légitime. J'avais certes l'impression de parachuter quelque chose. J'ai donc dit que j'étais également là pour lutter contre des

préjugés, que je voulais voir ce que cela donnait, concrètement, avec mes yeux. J'avais vu des vidéos et c'était vrai qu'il y a une magie qui passe là-dedans. Mais le problème est quand même là : je me suis posé une question de légitimité sur mon travail. Parce que le service culturel est assez démentiel. On a les journées du patrimoine, la fête de la musique, des manifestations récurrentes comme celles-ci. Et, finalement, on passe d'un projet à une autre. Et notre légitimité, par rapport aux acteurs sociaux qui sont sur le terrain et qui ont également des questionnements sur la culture - Comment est-ce que les gens peuvent se l'approprier ? En passant, comme cela -?. Je ne dis pas que l'éphémère est nuisible. Le problème, dans la culture, c'est que c'est un travail dans la durée, dont il est très difficile de mesurer les résultats en fait. On ne peut pas. La plupart des gens que je rencontre disent : "Tu verras, il y a des déclics qui se passent, dans six mois, dans un an. Sur un spectacle que tu as vu, le cirque, tu peux y aller deux, trois fois et puis, tout à coup, quelque chose commence à se relier à d'autres choses et cela commence à être un univers". C'est également une autre difficulté. Pour moi, le problème de l'éphémère et de la pérennité rejoint le problème de la légitimité d'un travail. Je pense, pour terminer, qu'il y a un problème quand on dit démocratisation de la culture et démocratie culturelle. Dans mon travail, actuellement, j'ai vraiment l'impression que mon but est vraiment l'accès du plus grand nombre aux spectacles, etc. Mais, par contre, comment peut-on soutenir des pratiques culturelles données et donner envie d'avoir des pratiques culturelles ? Cela est complètement absent de mes tâches alors que cela fait partie de mon profil de poste.

André VIDEAU - OK. Il y a pleins de doigts levés depuis longtemps. Votre presque voisin, cela fait un grand moment qu'il demande la parole ...

Public- Excusez-moi, je n'en ai pas pour longtemps. Animatrice sur la ville de Pau. C'est bien, il faut que je vienne à Paris pour comprendre pourquoi la caravane des quartiers n'a pas pu aller à **Ousse des bois**. Nous n'étions pas au courant. Mais j'aimerais bien qu'on en revienne à la question du pérenne et de l'éphémère. Moi, je n'ai pas envie d'entendre des règlements de compte avec de l'agressivité, etc. Nous, sur le quartier Berlioz, nous faisons un spectacle de rue tous les deux ans. C'est la troisième édition et nous nous posons aujourd'hui la question de revenir plutôt sur des petites choses éphémères, au lieu de travailler sur un an pour qu'il n'y ait qu'un projet de trois heures.

André VIDEAU - OK. Le jeune homme là. Cela fait un grand moment qu'il demande la parole. Nous allons privilégier ceux qui n'ont pas encore parlé.

Public - Je suis éducateur. Moi je voulais attendre mon tour parce qu'il y a une personne qui vient de Rouen et qui va intervenir tout à l'heure. Donc, j'aurais voulu savoir ce qui se passe sur les Hauts de Rouen, parce que j'ai travaillé là-bas pendant huit mois et j'ai envie de savoir ce qui s'y passe. Cela étant dit, je ne pense pas qu'on puisse opposer l'éphémère au pérenne. Je pense que ce qui se passe avec la caravane est intéressant. Les gens ont envie, tout simplement, parfois, de souffler et de rigoler, pleurer, s'amuser. Point. Et cela passe. Nous ne sommes pas tout le temps dans l'évaluation des problèmes. Je pense que les missions sont différentes et il faut accepter que les gens travaillent différemment. Nous n'avons pas les mêmes fonctions. Je suis éducateur. Donc, je ne suis pas socio-cu et je ne suis pas non plus socio. Je suis éducateur.

Ce qui me pose problème, c'est lorsqu'on parle de la culture. Je suis parfaitement d'accord avec Karine. Elle a utilisé des mots que je n'aurais pas trouvés. Je me retrouve complètement là-dedans. C'est ma vision de la culture. Je prends un exemple. Si on parle de culture, de quoi s'agit-il ? Automatiquement, nous faisons référence aux jeunes. Je pose la question : n'est-ce pas masquer, quelque part, les problèmes qui se posent dans les banlieues ? Il n'y a pas forcément de demande culturelle puisque cela vit, il y a une vie. Et de mettre du fric là-dedans et de faire venir quelque chose qui s'appelle culturel, une espèce de contrôle social, même si cela est nécessaire, je ne dis pas que cela ne l'est pas ... Pourquoi, dans ce cas là, les personnes de la première génération n'auraient pas besoin de culture ? Ceux qui sont dans les foyers d'immigrés, qui ne posent pas de problèmes, ont-ils besoin de culture ? Ça, c'est une vraie question que nous n'avons pas posée. Quand on parle de banlieue, il y a des gens de la première génération. Pourquoi un griot ne viendrait pas ici chanter ? Oui, c'est culturel ! Le hip hop fait partie de la culture mais je pense, aussi, qu'il faut se méfier et ne pas mettre dans les ghettos ce qu'on appelle culture, à mon sens, et je ne suis pas représentant des jeunes de banlieue. Je ne suis pas médiateur culturel parce que je suis d'origine étrangère. Je refuse ces termes-là, tout simplement. Je pense que ces gens-là vivent avec des jeunes autochtones ; il ont la même culture avec quelques difficultés en plus ; il faut le souligner. Moi, ce qui me pose question, c'est toujours la référence culture égal jeunes de banlieue. Je regarde la programmation, intéressante peut-être. Mais ce serait peut-être intéressant de voir l'année prochaine, si c'est possible, un groupe portugais, des vieux de 75 ans qui viendraient ici, pourquoi pas. Des chanteurs maliens, qui vont transmettre aussi une culture. Le problème de ces jeunes, aussi, est qu'ils n'ont pas d'attaches. Il manque quelque chose, une source. Le hip hop, culturellement, même si c'est dans les banlieues, quelque part, ce n'est pas la racine de ces jeunes-là. Je ne suis pas non plus partisan de ceux qui pensent qu'il faut un retour aux sources, Malcolm X et compagnie. Mais je dis aussi que cela fait partie d'une culture de savoir que cela existe. Donc, premièrement, c'est cela que je voulais dire. Par rapport aussi à la médiation culturelle, moi, je ne sais pas trop ce que cela veut dire. J'aimerais qu'on m'en dise davantage. En quoi faut-il une médiation culturelle ? Cela, je ne comprends pas trop bien. Moi, en tant qu'éducateur, je suis parti avec quinze jeunes au fin fond du Sénégal sans eau, sans électricité, sans rien. On en a bavé. Ils ont découverts une culture. Ils ont découvert la culture des autres. Ils en ont bavé, moi-aussi. Cela a avancé. Mais ce qui me gêne, tout simplement, c'est que le langage qu'on utilise ici n'est pas adapté du tout et vous le savez très bien. Et que sur la consommation de culture, comme tu le disais tout à l'heure et je suis tout à fait d'accord avec toi, il faut prendre plaisir mais il faut aussi apprendre. Je ne dis pas qu'il ne faut pas prendre plaisir. Comme je le disais tout à l'heure, je pense que la caravane a son rôle à jouer. Mais qu'on ne vienne pas non plus avec de grosses structures dans ces quartiers-là, pensant que cela va faire énormément évoluer les choses. Cela va faire plaisir aux gens, c'est très bien, je pense qu'il faut cela, c'est utile. Pourquoi ce qui se passe dans les quartiers chics ne se passerait pas dans ces quartiers-là ? Les gens vont voir quelque chose d'intéressant, ils rentrent chez eux, ils sont contents. Je crois que c'est très important à ce niveau-là. Je m'arrête là parce que j'ai envie de savoir ce qui se passe sur les **Hauts de Rouen**. Et je ne suis pas en opposition, par rapport à ce que disait monsieur tout à l'heure. Notre rôle d'éducateurs dans ces quartiers-là - nous n'avons pas la même mission - c'est aussi de dénoncer parfois et d'être constructifs. C'est vrai que certains de mes collègues sont installés, ils ont le savoir, la relation et sont des donneurs de leçon. Mais je pense aussi que quand on vient dans ces quartiers-là, il y a quelque chose qui existe, qui est mis en place depuis des années. Je ne dis pas qu'il faut balayer cela mais, peut-être, partir

aussi de l'existant. Ne pas mettre tout simplement les projets ficelés. Moi, je voulais aussi savoir comment s'intègrent ces gens dans ces quartiers-là ? S'intègrent-ils dans ce qui est mis en place par ceux qui viennent de l'extérieur ? C'est une question que je pose. Je m'arrête là et j'espère que je pourrai reprendre la parole tout à l'heure, par rapport à ce qui aura été dit. Je repense toujours à la génération, tout de même, ces "vieux" entre guillemets, des sages dont on ne parle pas souvent.

André VIDEAU - Oui. Juste une toute petite réponse par rapport à ce que vous appelez la programmation. Je suppose que c'est la programmation du festival des cultures urbaines de la Villette, de manière générale. Donc, je vous précise que personne sur cette estrade n'a aucune part de responsabilité là-dedans. C'est une requête à présenter à la Villette. Je vous rappelle tout de même qu'il y a une évolution puisque la première année, c'était le festival des danses urbaines. C'est devenu le festival des cultures urbaines. Mais c'est vrai qu'on est dans les cultures des jeunes pour le moment. Mais cela, c'est l'affaire de la Villette et nous n'y avons pas part pour le moment. Bien. Mehdi, tu voulais peut-être répondre ... Encore une question.

Stéphanie TOURE. Je suis directrice des affaires culturelles de Clichy sous Bois qui est une ville de Seine Saint Denis. Je voulais simplement poser une question qui, à mon avis, va tomber un peu à plat parce qu'elle est un peu tardive par rapport à la dernière intervention. Je voulais déjà dire que vous ne m'emmerdiez pas. Je trouvais votre intervention intéressante. Je voulais poser deux questions. Je voulais savoir qui vous sollicitait. Est-ce que ce sont les habitants ? Les politiques ? Les responsables des services culturels ou les associations ? Et, la deuxième chose : vous parliez de débats. Vous avez une approche qu'on a visiblement critiquée mais qui est intéressante, plus globale que spécifiquement culturelle. Vous avez parlé de débats, vous avez dit que des débats étaient mis en place à l'occasion du passage de la caravane. Et, à mon avis, vous avez fait une allusion au droit de vote des immigrés. Et je voulais savoir si votre association se positionnait d'un point de vue politique là-dessus.

Mehdi LALLAOUI - Pour répondre au mercenaire, d'abord. Parce que je n'ai pas l'habitude d'être insulté, tout d'abord. Je trouve cela très gênant, entre nous. Je crois que ceux qui interviennent sur ce champ de la ville ont droit au respect. Nous, à caravane, il y a eu des grands frères. Tout à l'heure, j'avais expliqué des histoires de violence de mômes. Pour nous, c'est important de se respecter, de ne pas s'insulter parce que dans le débat, c'est facile de dire des gros mots. Voilà, j'aurais voulu dire cela. Et si tu crois que ce sont des généralités, il faut sortir un petit peu de Marseille. Moi, je me base sur quarante villes que nous avons parcourues. Donc, si j'ai voulu, sciemment, faire un discours généraliste, c'est parce que mes camarades, mes amis m'ont dit que je devais aller à La Villette parler de l'expérience globale de Caravane, pour que cela apporte quelque chose. Donc, je crois que, dans le débat, l'agressivité est mauvaise conseillère et ne nous aide pas. Moi, je voulais dire que je ne suis pas un mercenaire. Je ne suis pas payé sur les contrats, je suis quelqu'un de bénévole. Peut-être la différence est-elle là-dessus ? Et je vais répondre à ta question. Même si notre ...

Intervention publique inaudible)

Mehdi LALLAOUI - Non, ce n'est peut-être pas le lieu mais moi, je ne supporte pas qu'on ne me respecte pas alors que je respecte les gens. J'ai un discours qui est le mien. Chacun est libre de critiquer, de ne pas avoir compris, de ne pas avoir entendu, chacun est libre de faire référence à des divergences. Nous sommes ici des gens raisonnables, nous discutons, nous avons une parole libre. Je ne crois pas qu'il est utile d'insulter les gens. Si tu penses que l'insulte est nécessaire ...

Public - Mais quand on vous interpelle et qu'on vous parle avec ces mots, des mots qui ne sont peut-être pas les vôtres, des mots qui ne sont peut-être pas compréhensibles tout le temps, comment faites-vous ?

Mehdi LALLAOUI - Non Je ne veux pas polémiquer là-dessus. Ici, nous ne sommes pas dans un quartier, il ne faut pas être démagogue. Ici, tous les intervenants sont des gens qui ont une implication, qui savent s'exprimer et qui ont des choses à dire. Je crois qu'il est tout à fait sain et nécessaire que, parce que les gens ont ce bagage là, on se prive de l'insulte et d'effets de manche. Nous ne sommes pas dans un quartier ici. C'était une parenthèse. Le monsieur est parti. C'est un mercenaire, c'est un mercenaire. Moi, je voudrais répondre à votre question. Une association ne fait pas de politique. Donc, nous n'avons pas d'implication politique. Mais nous sommes des citoyens et nous côtoyons des gens qui sont en bute au mode d'expression, au mode de représentation, qui n'ont pas ces modes de représentation qui leur permettent de juger s'il faut une route, s'il faut un équipement, s'il faut une école dans leur quartier. Parce que, dans une municipalité, ce sont aussi les électeurs qui comptent. Les gens qui n'ont pas le droit de vote ne peuvent pas peser sur la route, sur l'équipement, sur l'école. Et donc, pour nous, il faut parler du moyen d'expression qui est le moyen universel et reconnu par tous à égalité avec tout le monde. C'est vrai que la culture dans les quartiers peut toucher tout le monde. Mais si tout le monde n'a pas la même façon de faire pression, le débat est faussé. Donc, nous ne donnons pas de directives politiques mais nous disons que si, dans un quartier, les gens pouvaient s'exprimer au delà des régies de quartier, des commissions, et pouvaient peser sur un choix politique dans la ville, on tiendrait plus compte de ces quartiers où nous sommes implantés.

André VIDEAU - Ecoutez. je pense que là, on se donne beaucoup de temps pour les discussions. Avec, parfois, quelques dérives un peu regrettable. Je vous signale qu'il y a tout de même encore deux intervenants et non des moindres. Donc, il faudrait peut-être que l'on enchaîne. Je vais donc demander à Michel Jacques, qui est le directeur de la MJC du Cadran, de prendre la parole. Tout à l'heure, nous avons parlé de la MJC de l'an 2000. Il était très furieux que j'ai mis dans le programme "une MJC d'avant-garde". Préfères-tu la MJC de l'an 2000 ?

Michel Jacques - Non. Pas plus la MJC de l'an 2000 qu'une MJC d'avant-garde. C'est vrai que là on a entendu pas mal de choses et je vais rebondir là-dessus, pour dire comment on intervient effectivement sur les quartiers. Une MJC c'est une association d'éducation populaire. On a beaucoup parler de socio-cu ou de culturel. Nous nous situons sur l'éducation populaire, c'est-à-dire sur une démocratie culturelle, sur une prise de parole des gens à travers l'artistique, à travers la culture. C'est important de le dire, parce que c'est vrai qu'on ajoute dans notre travail tout un aspect du plaisir. Nous n'en avons pas beaucoup parlé aujourd'hui, mais je crois que, quand même, quand des gens vont à des spectacles, quand les gens pratiquent des arts

quels qu'ils soient, comme la danse, les arts plastiques, etc., c'est avant tout une jouissance et un plaisir. Et je crois que c'est très important de travailler là-dessus, et de toujours voir la culture comme un moyen d'instrumentalisation, de citoyenneté, d'insertion sociale, d'identité, etc. C'est cela, la culture. Mais de le voir toujours par cette lorgnette-là, cela chuinte tout l'aspect plaisir, tout l'aspect jouissance, l'aspect rencontre, qui passe tous les jours à travers ça. Je travaille dans un quartier, c'est Vénissieux, c'est les Minguettes. C'est un quartier dur, où il y a des difficultés. On travaille plutôt avec des jeunes assez difficiles, violents, qui revendiquent des choses et qui sont exclus. Et, à travers l'artistique, à travers la culture, ils trouvent une jouissance, une raison d'être, un mode de vie aussi, qui fait partie de la résistance et qui fait partie de leur être. C'est vrai qu'avoir toujours un discours et une vision trop sociologiques, trop ethnographiques sur la culture, cela bloque beaucoup de choses beaucoup plus conviviales, beaucoup plus festives. Moi, je regrette, je consomme de la culture et j'en fais consommer, parce qu'on peut être acteur ou consommateur de culture ou d'art. J'ai fait un festival de musiques actuelles où les gens sont spectateurs. Quand un spectateur en consomme, c'est très bien, il passe une excellente soirée, c'est très convivial. C'est connu dans la région entière et, même s'il s'agit de consommation, je le revendique. Il faudrait donc sortir un jour de ce discours très sérieux sur la culture. En même temps je ne suis pas un artiste, je suis un organisateur, c'est-à-dire que je me positionne différemment, justement, de la friche de Bourges, qui est un collectif d'artistes. On se situe aussi par rapport à des institutions, par rapport à des financeurs, par rapport à d'autres structures culturelles. On a parlé aussi de structures de proximité, c'est un terme que je n'aime pas, parce que cela veut dire qu'il y aurait des... Cela existe, c'est vrai qu'au niveau de la culture, on est dans un champ où il y a des rapports de domination importants et qu'il y a une hiérarchie de structures culturelles. Il y a les grands établissements structurels et puis il y a une terminologie qui vient, c'est-à-dire les structures de proximité. C'est-à-dire qu'une MJC ne serait capable de faire que de la proximité. Sa motivation, ce serait d'être proche des gens. Alors que nous c'est d'être proches des gens mais sur des aspects culturels et artistiques que l'on défend. On se situe avant tout comme une structure culturelle, non comme une structure de proximité qui ne serait qu'enrôlée pour les autres structures plus prestigieuses. Je parle de cela, parce qu'à Lyon, cela se pose sur des grosses opérations comme la Biennale d'art contemporain, organisé par le musée d'art contemporain de Lyon, et pour la Biennale de la danse, organisée par la Maison de la danse, où il y a un besoin, pour ces grosses structures, d'avoir un relais sur les quartiers. Et c'est vrai que nous sommes toujours considérés comme les socio-cu de service, pour servir les plats de plus grosses structures culturelles qui mettent en place des opérations prestigieuses. Il y a donc tout un aspect de conflit qu'il ne faut pas nier et qui réel dans toute l'action culturelle que l'on mène. C'est un rapport d'intérêts, de conflits, que nous avons tous les jours. Moi je travaille avec la Maison de la danse et on s'en explique et on s'engueule. Il y a des conflits comme peut avoir le festival d'Angoulême avec certains acteurs sociaux sur les quartiers. Ce n'est pas simple, parce qu'en plus je le vis sur les deux côtés, à la fois. Je suis à la fois structure culturelle de proximité et, avec mon festival, je suis aussi une grosse structure culturelle qui fait aussi appel à des relais sur les quartiers, associations de quartiers, etc. Pour revenir au travail éphémère et au travail pérenne, je dirais que les deux vont ensemble. Il n'y a pas l'un sans l'autre et il n'y a pas l'un contre l'autre. Il faut faire les deux. Les deux sont indispensables. Une intervention artistique - par exemple quand on prenait le cas de cette chorale qui était citée avec un musicien qui va intervenir pendant un mois et demi - je trouve que c'est excessivement positif si, effectivement, après, il y a un suivi quelconque. C'est-à-dire que si ce n'est pas un parachutage, ce n'est pas

un coup d'épée dans l'eau, qui n'a pas de lien avec un travail, après, qui se pérennise. En même temps, c'est vrai que la rencontre avec l'artiste, même si elle est ponctuelle et même si elle n'a pas de lendemain, produit de toutes façons des choses, parce qu'effectivement, un artiste est capable de développer une émotion, un déclic, qu'un travail culturel quotidien, dès fois, est incapable de faire. Moi je l'ai vu sur les quartiers. Pas sur Vénissieux mais, avant, je travaillais sur une autre zup qui est à **Rieux la pape**, où j'ai organisé un festival de sculpture : des sculpteurs venaient sculpter dans les quartiers. C'est un travail éphémère de quinze jours. Les sculptures sont restées sur le quartier et les gens en parlent encore, parce qu'il y a eu une rencontre qui était très forte, parce que les artistes étaient très disposés à avoir cette rencontre. C'est vrai que lorsqu'on parle d'intervention artistique, il faut que les artistes aient cette démarche d'aller à la rencontre des autres. Et ce n'est pas toujours évident, parce qu'on est lié à une politique d'incitation, comme disait quelqu'un. Il faut à tout prix que les artistes travaillent dans les quartiers, il y a un aspect alimentaire. Pour qu'ils puissent travailler, avoir des résidences, il faut qu'ils aillent au charbon par rapport à des publics et ils n'en ont pas forcément envie. Dans ce cas, cela ne marche pas. Mais quand on voit que les artistes ont cette envie, cela fonctionne et il se passe quelque chose d'un peu magique entre une rencontre entre une population, quelle qu'elle soit, des jeunes, des vieux, des émigrés, des non émigrés et un artiste qui fait passer quelque chose qui peut être de l'ordre du festif, de l'ordre de l'émotionnel. Donc l'aspect éphémère est très important. Parce que l'artistique, vous pouvez vous en rendre compte vous-même dans votre expérience artistique, passe souvent par des extrémités, par des choses très fortes à un certain moment, pas forcément des choses sur la durée. C'est souvent des coups de foudre face à une émotion artistique très forte. Donc je pense qu'il faut toujours cultiver cela, il faut toujours qu'il y ait une rencontre très forte. Après, la pérennisation, je la vois plus sur le fond, quand on veut travailler avec une population et avoir une augmentation du niveau artistique. Je travaille plutôt avec des jeunes, pas mal issus de la culture hip-hop, de la culture rock, techno, et il y a tout un travail de pérennisation sur l'élévation du niveau artistique. On travaille beaucoup en ce moment avec des filles qui chantent, qui ont une envie de chanter, un plaisir à chanter, mais qui ne savent pas chanter. Il y a donc tout un travail technique qui passe sur plusieurs années. On est actuellement dans un suivi artistique, dans un devenir de ces jeunes-là, pour que dans un an ou deux, ou trois ou quatre, elles deviennent des vraies chanteuses. La technique, cela s'apprend mais pas dans la rencontre, justement, d'un mois ou d'un mois et demi avec un artiste. Là il se passe autre chose. Les deux sont indispensables et complètement complémentaires les uns des autres.

André VIDEAU - Oui, je vais comme toujours vous poser les mauvaises questions. Cette MJC de Vénissieux est-elle exceptionnelle dans la démarche que tu viens de décrire avec modestie - parce que je crois qu'il s'y passe bien d'autres choses - mais est-ce que c'est l'exception par rapport à la vision un peu stéréotypée, un peu sclérosée qu'on a de la MJC traditionnelle, qu'elle soit de proximité ou d'éloignement, mais surtout d'éloignement par rapport aux réalités, par rapport aux désirs et aux plaisirs des jeunes ? Qu'en est-il aujourd'hui des MJC en général ? Tu n'es pas là pour parler de toutes les MJC. Mais quand on travaille sur la caricature de la MJC, c'est vrai que l'on ne pense pas forcément à celles qui font ce travail très proche et à la fois très d'avant-garde, même si là aussi tu n'aimes pas trop l'expression.

Michel Jacques - Non, je ne peux pas parler au nom de toutes les MJC. Mais les MJC, tout le monde les connaît. Elles ont eu une trajectoire où elles se sont fait piéger par la consommation d'activités : elles sont

devenues des usines à activités, parce qu'elles répondaient aussi à une demande qui était celle des classes moyennes. C'est vrai que l'éducation populaire, à la sortie de la Libération, dans les années 50-60, a surtout servi à l'émergence et à l'expression des classes moyennes. Les classes moyennes étaient très demandeuses et très friandes d'activités et d'expressions socioculturelles et donc les MJC sont complètement rentrées, tête baissée dans ce créneau. Peut-être maintenant, effectivement, en patissent-elles pas mal, par leur image de poterie et de macramé. Bien quelles aient évolué, ce n'est plus forcément cela un MJC. Mais une MJC répond aussi à la population là où elle est implantée. C'est clair que le travail que je fais à Vénissieux n'est pas le même que celui d'une MJC qui serait implantée dans un quartier beaucoup plus classe moyenne, voire classe supérieure. Je crois que l'on s'adapte au public. Mais c'est vrai qu'il y a des MJC qui remplissent plus une tâche d'éducation populaire, parce qu'elles sont en rupture, effectivement, avec activités traditionnelles et qu'elles cherchent plus à travailler sur le vrai sens. Donner du sens à notre travail d'éducation populaire, c'est-à-dire travailler sur la démocratie culturelle, prendre l'expression des gens à travers la culture, mais pas forcément, cela peut être aussi à travers d'autres activités, et à travers l'artistique : amener une prise de parole qu'elle quelle soit, aussi bien des classes défavorisées que moyennes ou supérieures, et à travers ça une citoyenneté, un débat citoyen. C'est très général et très tarte à la crème. C'est pour cela que je préfère parler de ma MJC, où je suis, c'est-à-dire à Vénissieux, dans un contexte qui est multiple. A la fois une MJC qui est à côté, qui n'est pas dans le quartier des Minguettes, juste à côté, donc qui a la possibilité de toucher une population difficile et qui n'appartient pas à ce quartier difficile, avec toute la relation aussi qu'on a avec de Vénissieux. Avec, malheureusement, le record d'incendies de voitures sur toute l'agglomération lyonnaise et tout un rapport aussi qu'on a entre Lyon et la périphérie, entre Vénissieux et Lyon, la ville centre, rapport qui est complètement différente, par exemple, de celui qu'il y a à Marseille. Chaque situation a sa particularité, sa spécificité. A Vénissieux, nous travaillons beaucoup sur l'image de la ville, parce nous travaillons aussi sur l'image des habitants. Le festival que nous faisons, par exemple, la nuit métisse, est maintenant connu au niveau régional. Et on le travaille à l'intérieur de la population, c'est-à-dire mouiller un maximum d'associations, de bénévoles qui aident à l'organisation de ce festival, parce que c'est important dans le lien social que l'on a à l'intérieur de Vénissieux. Mais aussi le Festival est important pour l'image qu'en ont les vénissiens, parce qu'il y a des gens de Marseille, de Montpellier, de Grenoble, de Valence, de Mâcon, de Dijon qui y viennent. Et les vénissiens en sont fiers. Parce que Vénissieux pour Lyon, c'est vraiment la banlieue la plus excluante. Malheureusement, nous avons été les premiers à faire des émeutes urbaines en 81. On a donc une image qui est très négative. Il faut donc travailler aussi cette image-là par rapport à l'image des habitants eux-mêmes. Par exemple, il y a beaucoup d'habitants de Vénissieux qui disent : "nous sommes fiers que la nuit métisse se passe à Vénissieux, parce que cela change complètement l'image que l'on peut avoir de Vénissieux". C'est un aspect important.

André VIDEAU - Merci Michel. J'espère que vous n'êtes pas complètement chloroformés par le froid. Il semblerait que vers le haut il fait chaud. Oui, allez-y !

Public - Isabelle, du Havre. Dans tout ce que j'ai entendu, je trouve des choses intéressantes. Ce qu'a dit la fille du métro m'a bien plu. Je travaille pour la ville. Il y a quelque chose qui me gêne dans ce qui n'a pas été dit jusqu'à présent. C'est la responsabilité du politique dans la pérennisation de l'action culturelle. Je

m'explique. Je travaille dans une ville qui a vécu - je le dis comme cela, j'aurais pu dire subi - un changement politique aux dernières municipales. Et je peux vous dire que l'action culturelle, dans les quartiers, a énormément changé. Pourtant, les habitants ne vont pas mieux. Ils vont même plutôt plus mal. Alors comment on peut faire pour que la responsabilité des politiques n'ait pas une conséquence dans le domaine du culturel ?

André VIDEAU - Je crois que Lulu parlera du Havre tout à l'heure. Pas particulièrement, mais on évoquera la question. Une question encore ? Sinon je vais donner la parole à notre témoin, Michel, tu veux peut-être intervenir sur ce qui a été dit ? Il y a beaucoup de choses qui ont été dites en peu de temps...

Michel Piotrowski - Oui, beaucoup de choses. En fait, je crois que nous avons eu, beaucoup, un débat de concepts, en tout cas un débat de contenus. Nous en avons décrit plusieurs, la caravane, les festivals, qui sont des outils de l'éphémère. Mais un éphémère qui se reproduit, qui revient, est-ce qu'on peut encore l'appeler de l'éphémère ? On a parlé aussi des structures de proximité, qui sont peut-être l'expression de la pérennité, peut-être, en tout cas d'une proximité qui est l'expression de la réelle participation. Que sais-je ? En tout cas, ce qui me semble intéressant à approfondir maintenant -c'est un avis tout à fait personnel - c'est de chercher au travers de quel contenu que tout cela se matérialise ? C'est une vraie question, parce que je crois qu'un festival, une caravane, ou une MJC est totalement dépendante, dans son devenir, de la manière avec laquelle elle va agir, programmer, provoquer des contenus. Or, c'est un élément qui était une question qui t'était posée. Je pense que tu avais raison, d'abord, d'exposer le concept, comme étant sans doute un produit nouveau, qui vient à côté des festivals, qui vient à côté d'autre chose. Mais quel produit aujourd'hui provoque une véritable émergence de désir de culture, voire de création ? C'est une question qu'on a évidemment à se poser, parce que j'ai le sentiment en observant ce qui peut se passer dans les quartiers dans lesquels je travaille, qu'il y a une captivité qui s'exerce, des populations qui sortent moins de leur quartier qu'elles ne le faisaient par le passé. Il y a des approches communautaires qui sont très demandées. Et aujourd'hui, les réponses qui leur sont faites se font en partie au travers d'une volonté de travailler sur les musiques du monde. Et les musiques du monde ce sont des clin d'œil à l'actualité. Tu parlais de l'Algérie tout à l'heure, il n'est pas innocent que quand on programme un groupe algérien, que ce soit Cheb Mami, **Erachida** ou autre sur des quartiers. C'est aussi un appel communautaire, qui est fondamentalement culturel, dans un esprit de partage. On voit aussi se programmer un certain nombre d'ateliers en résidence qui provoquent de la participation de manière éphémère aussi, mais en même temps, qui provoque une certaine expression communautaire, expression des origines. Et, enfin, on a abordé la question du hip-hop et je ressens un manque dans le débat que l'on a pu avoir aujourd'hui. Dans les cabinets ministériels, vous avez un vrai débat, à savoir : est-ce que là il s'agit de culture ou de la tchatche ou d'un discours tout simplement politique calqué, répété sur un certain nombre de structures ou un certain nombre de groupes ? On a là une vraie question, en tout cas qui porte sur les contenus, au-delà des concepts. Et je me demande si, finalement, notre réflexion sur la pérennité d'une part, et l'éphémère d'autre part, n'est pas avant tout une réflexion sur les vagues d'attente, d'expression et de création que nous vivons directement sur les espaces de quartiers, au travers des esprits communautaires et au travers de cette captivité qu'on enregistre aujourd'hui.

André VIDEAU Nous arrivons à notre dernier invité. Tout à l'heure, Michel disait : "Moi je ne suis pas un artiste, je suis un organisateur". On a réservé pour la fin l'artiste, c'est Lulu Berton, qui elle, a fait tout un travail à partir de son intervention sur les quartiers. Ce que je voulais dire, c'est que quand j'ai invité Lulu, elle m'a dit : "Moi, je ne me mettrai pas derrière une table". Elle a du souffrir énormément parce qu'elle était derrière la table. Elle s'est tue jusqu'à maintenant, mais elle va parler, et elle va bouger.

Lulu Berton - Je vous propose tous, on crève de froid, de tous monter là-haut... J'ai envie de chaleur, pas vous ? Que je vous explique ce que j'ai fabriqué dans les quartiers, et ils ont vachement chaud, là ! On peut y aller ! Il fait chaud, je veux vous voir, pas dans le dos, soyez sympas, vous pouvez monter aussi là, ce serait vraiment très sympa ! C'est super. Nous, on a crevé de froid, chacun son tour ! Moi, je ne sais pas ce que je vais vous raconter. Mais, en tout cas, c'est comme ça que je suis entrée dans un quartier. Ça veut dire quoi entrer dans un quartier ? Alors que vous n'en êtes pas, que moi je ne suis pas née non plus de la cuisse de Jupiter et que je n'ai jamais eu de soucis avec l'esprit scolaire, c'est très important. Dans le sens où moi, l'école, il y a des jours où je m'y faisais chier, des fois où je m'y plaisais. Et je ne me suis pas posé la question dans ma vie de savoir si ce serait grave que j'ai le bac ou pas, si je fais fac ou pas. J'ai préféré être dans la vie, travailler dans les boîtes de nuit, travailler aux halles aux poissons et être très vite comédienne. Or, dans notre esprit, là, des colloques, cela fait sept ans que j'en fais et j'en ai eu ras le cul. Et pourtant, on a tous envie de venir et de découvrir autre chose, d'y vivre quelque chose, je crois. Mais j'ai envie de vous demander pourquoi vous êtes là. Ça vous intéresse ce truc là ? Ça vous intéresse la culture dans les quartiers ? Il y en a déjà qui sont partis ; c'est extraordinaire, ça. Voilà, on sait qui ça intéresse. Il y en a qui sont partis, c'était les gens bien habillés, là. Ils sont partis, d'accord. C'est quoi vivre dans les quartiers ? Je ne suis pas d'accord avec toi,... Il n'était pas en colère, le mec. Non. Mais c'est cela le problème. C'est quoi la violence dans les quartiers ? C'est quoi la violence d'un artiste qui arrive ? Il est comme ça, il tremble, il a la trouille. Il a dix fois plus la trouille quand il rentre dans le quartier que celui qui le regarde. Celui qui le regarde, il lui dit : "T'es qui, toi ? D'où tu viens ? Qu'est-ce que tu fous chez moi ?" Et bien lui, il te raconte ça, ce mec là, le vieux dinosaure là, extraordinaire. Il te dit : "Je suis un mercenaire". Qu'est-ce qu'il se prend ? Il fait ça, il prend des coups. C'est pour cela qu'il dit : "tu m'emmerdes". C'est cette violence-là ...

Moi, c'est cela qui m'intéresse. C'est ce que je fais tous les jours dans les quartiers. Moi, je ne vais pas expliquer ce qu'est le théâtre, pas du tout. Moi les jeunes, je n'en vois pas un seul. Si, ils me tapent dessus, pour de vrai. Ils cassent ma voiture. "Eh, Lulu !" Dès fois, ils me font chier, et dès fois ils sont super. C'est un mélange incroyable. Moi, je parle en particulier de Caen ; on parlera un petit moment de Rouen. Mais ma grosse expérience, ce fut cinq ans sur Caen. Et dans les quartiers, ce qui se passe, c'est qu'il y a plein de projections. Il y a le politique qui veut, qui se dit "Oh, elle va aller là-bas, cela va être super !" La première année qu'il me voit, c'est "Elle est géniale, regardez comme elle est vivante, ça va faire du bien au quartier !" Tout le monde il est content ! Puis, il y les travailleurs sociaux qui trouvent cela plutôt sympathique un ou deux mois. Et puis après, ils la trouvent vachement chiant, la louloute là. Pour qui elle se prend ? Qu'est-ce qu'elle vient faire dans les quartiers ? Pourquoi elle prend notre place ? Pourquoi, là où nous n'avons pas réussi, elle, elle réussit ? Et puis, elle n'a pas le droit de réussir là ! Elle n'a pas tout compris ! Elle ne peut pas avoir tout compris ! Je ne me suis jamais posée toutes ces questions-là, moi, du reste. Ça, c'est vrai. C'est " comment je vais l'aimer, celui-là ? Comment il va m'aimer ? Comment on va réussir à faire quelque chose ensemble ?"

Alors, en gros, c'est plutôt de cela que j'ai envie de causer. Comment fait-on nos spectacles ? La première année, j'étais toute seule. Ne me demandez pas, je ne sais toujours pas comment on a réussi. Je suis arrivé sous la flotte, dehors, j'ai pris de grandes cuvettes, j'ai nettoyé. Alors, ici, je suis belle, je suis propre, je suis jolie. Là, pas du tout.. On a nettoyé des grandes chambres à air, j'ai mis un gros tas de chambres à air et j'ai dit "On va partir du spectacle. On va aller à Emmaüs. On va tout aller chercher dans les poubelles. Et vous allez voir, vous êtes cons de tout foutre à la poubelle et d'acheter des conneries dans des grandes surfaces. On peut faire des choses magnifiques avec de la récup". Où vouliez-vous que je le prouve ? Et bien dans la rue, la flotte. Après cela, j'ai eu la chance d'être repérée par un grand ponte de la CAF qui avait un copain à lui au ministère à qui il a dit "On a une nana qui est géniale. Tiens, un PCQ. Hop ! Je deviens un PCQ. Vous vous rendez compte ! Alors je ne sais pas exactement ce que c'est ...

intervention publique inaudible

Lulu BERTON - Voilà. Projet culturel de quartier. Drôlement contente, je me suis dit " Chouette, je vais avoir du fric et tout ! Génial ! " Heureuse, je continue donc l'année suivante, dans le même quartier, avec un fric ! Je n'avais jamais eu ça, jamais. Nous, compagnie de théâtre, on en a chié pendant dix ans. Je n'avais jamais été aussi payée et je pouvais enfin payer tous mes copains. Quel bonheur ! On a bien bossé, comme d'habitude, super bien travaillé ! C'est à dire que quand je dis que je bosse, il faut savoir, aussi, qu'on fait atelier d'écriture pendant quatre mois, deux fois par semaine. Je fais atelier de théâtre trois à quatre heures par semaine avec enfants, parents, beaucoup mamans-enfants. Les hommes au café, de temps en temps au sport. Quand ils ont le pouvoir, ils viennent m'expliquer ce qu'il faudrait que je fasse. Ils savent très bien dire cela. Par contre, c'est démerde toi ! Je travaille énormément avec les femmes en couture. J'adore la couture, j'adore faire des costumes. J'aime beaucoup chanter et je mets beaucoup de choses en musique moi-même. Donc, si vous voulez, on prend tous leurs textes, on les met en chant ensemble et on le monte. Mais il faut voir le spectacle ! Je suis d'une très grande rigueur, d'une très grande exigence. Et, pendant un an, nous montons un spectacle qui tient la route. Nous sommes allés à Aurillac, dans des festivals de théâtre professionnel où je me suis fait taper sur les doigts parce qu'on m'a expliqué que j'étais une salope de venir prendre la place des copains dont, eux, c'était le métier avec des amateurs. Par ailleurs, je me fais engueuler aussi par les amateurs, parce qu'on m'explique que ce que je fais, cela devient presque du professionnalisme, que c'est trop bon et que ce n'est pas normal. On se fait engueuler partout, ça, il n'y a pas de souci. Et puis, on a continué et je me suis rendu compte, pour un tas de raisons, que de rester dans le lieu, dans le quartier, cela a fait qu'à un moment donné, les gens ont fait comme à la télé : "Ouais, Lulu, putain ! On est des chefs ! On est devenus des stars !" Ah, je me suis dit "Putain ! Mais non, surtout pas, il n'est pas question de star system. Moi, je suis contre. Je n'ai pas voulu devenir ça. Alors, je ne suis pas d'accord pour vous embarquer". Et ils étaient très contents parce qu'évidemment, on les embarquait partout. C'est-à-dire que, pour moi, c'était important qu'ils sortent de chez eux, répéter à Brest, au Mont Saint-Michel, aller jouer à tel endroit, sortir, se montrer. Et puis surtout, c'est fabuleux. Aux gens, j'expliquais bien qu'ils ne venaient pas voir un spectacle, qu'ils n'étaient pas au zoo et qu'ils ne venaient pas voir des singes, qu'ils sont des gens comme vous et moi, qu'on se ressemble terriblement, terriblement. La dame, à côté, avec qui je travaille, c'est mon frangin et ma frangine. Elle n'a plus de dents, dès fois, elle boit. Enfin, vous connaissez. Mais c'est ma frangine, ça, je le sais. Alors après, je me

bats en lui expliquant qu'elle ouvrira la bouche si elle veut bien aller voir le dentiste du coin. Et on va se démerder avec ma copine qui est au centre social pour qu'elle puisse avoir des dents. Ils ont tous des dents, dites donc, depuis qu'ils travaillent avec moi dans mon boulot. C'est ça, on rigole. Mais c'est ça, le boulot ! C'est tout le temps cela que j'ai fait durant cinq ans. Avec les gamins qui venaient me dire "Oh putain, Lulu ... " Et puis soudain, je me rends compte que Kamel se fait violer par son père depuis deux ans et qu'on vient de se rendre compte ... comment on va faire pour bosser ... et comment, comment, etc. Au bout de deux ans, je l'ai ouvert en disant qu'il ne fallait pas qu'ils restent dans leur quartier. Mais déjà, dans le quartier, j'avais amené des gens de Caen. Il y avait des chorales de partout. Dans la chorale, j'avais des nanas qui étaient éducatrices, infirmières, il y avait deux ou trois toubibs, des gens comme moi, longtemps au chômage. Il y avait de tout. Mais il y avait aussi des éducateurs. Et ils se sont mis à rebosser avec le même principe et sur le même projet avec des gens de quartier qu'ils avaient eu dix ou quinze ans avant. On s'est tous mélangés, gamins, les gens des chorales. Mélangés avec, vraiment, tous les gens du quartier faisant la même chose, se trouvant à apprendre en même temps les pas, les chants, faussant aux mêmes endroits, etc. Cela pendant deux, trois ans. Nous avons donc, après, ramené tous les gars d'Emmaüs parce que j'avais envie de travailler avec les gars d'Emmaüs. Voilà, c'est comme ça. Parce qu'ils m'avaient prêté et donné souvent du matériel gratis. Je me suis dit "Comment les remercier ?". On va leur proposer ce truc là. Et on a eu cent vingt tambours pendant trois ans. Après, c'est un peu long à expliquer. Mais ce qui a été important, ce fut de les ramener à la Guérinière. Parce que l'assistantat aussi, je connais, c'est : "Oh là là, je suis pauvre, je suis malheureux, etc., etc." Donc, je leur ai dit "attends. T'es pauvre. T'es malheureux, OK. Mais enfin tu ne crèves pas de faim. T'es pas SDF, t'es pas dans la merde. On va aller rencontrer d'autres gens qui ont été SDF, on va aller travailler avec les gars d'Emmaüs". Et il s'est fait des ponts, toute une histoire incroyable entre Emmaüs et la Guérinière. Et puis, les deux dernières années, j'ai rajouté les quartiers de Rouen. Alors, bien sûr, tu ne m'as pas vue aux Hauts de Rouen. Parce que tous les travailleurs sociaux ont décidé. "Pourquoi elle est là ? Pourquoi qu'on lui donne du fric à celle-là, qu'elle est pas du coin ? Qu'est-ce qu'elle vient foutre chez nous ?" Surtout les travailleurs sociaux. " Pourquoi on lui donne ça, à elle ? Personne, il la connaît, d'abord !" C'est pour la troisième année que j'y suis. La première année, c'est vrai, queue de chi. J'ai travaillé avec la sablière, deux personnes des Hauts de Rouen. Et puis, l'année dernière, on a rencontré Hortense, une femme toute noire, extraordinaire, qui ne travaille qu'avec les femmes noires et les enfants : elle m'a ramené tout le monde ! Elle est géniale. Elle m'a ramené les bonnes femmes et les gamins et on est parti avec le spectacle, les mômes, des noirs, des blancs, on n'a pas de jaunes mais ça va venir. Enfin, peut-être pas, il n'y en a pas beaucoup là-bas. Surtout, beaucoup de femmes africaines, adorables, superbes, avec leurs mômes, mélangés, à Caen, aux gars d'Emmaüs, etc. Et là, on a commencé à bosser. Et Hortense, cela fait dix sept ans qu'elle est sur les Hauts de Rouen, qu'elle travaille à la **Rèche**, qu'elle est une éducatrice d'enfer, une petite bonne femme bien, qui fait du travail de fond, comme on dit, une petite fourmi. Alors, maintenant qu'Hortense a dit que ce que faisait Lulu était bien, ils commencent à dire "Oh, ce n'est pas mal, ce qu'elle fait !" Et il y a des gens qui étaient prévenus depuis trois ans - je suis allée les voir, ils m'ont foutu à la porte, etc. Maintenant, comme Hortense elle est d'accord, ils veulent bien m'écouter et j'ai enfin ... je suis reçue dans les réunions. Mais pour nous, ça va. Les Hauts de Rouen, il sont quinze et quinze à la sablière, donc cela tourne. Car, dans toute cette histoire, il faut vous dire qu'il ne me reste plus que Rouen puisqu'à Caen - il y a ici un élu, de ma ville, qui a au moins le courage d'y être - nous avons gentiment été vidés. Dans le sens - il va vous

expliqué cela très bien, beaucoup mieux que moi, bien sûr- où on m'a expliqué " C'est bien, Lulu. Mais tu comprends, le grand patron de la CAF ... Les villes ont besoin aussi de relais. Or, moi, figurez-vous que depuis deux ans, je n'avais presque plus besoin du relais de la CAF. Pas contents ! Le directeur, pas content ! Alors qu'il adorait mon travail. Il ne peut pas supporter l'idée que nous n'ayons pas besoin de relais. Donc, ce monsieur a monté dans la hiérarchie et il est devenu patron de toutes les CAF de Caen. Il se pose beaucoup de questions depuis cinq ans. Et il pense, en effet, qu'il serait intéressant de changer. Ce n'est pas bien de laisser un seul artiste, toujours le même dans un quartier. Il faut se poser des questions. Est-ce vraiment nécessaire ? Et pourquoi ne travaille-t-il pas avec les jeunes ? Alors, moi, je ne travaille pas avec les jeunes. Seulement, les jeunes dont je vous ai parlé, pendant cinq ans, quand il y en a un qui sort de tôle et qu'il me cherche partout dans la ville, à Caen, pour me dire "Putain, Lulu, tu sais, j'ai fait neuf mois de tôle. J'ai pensé à tout ce que tu nous a raconté pendant quatre ans. Merci." Moi, je dis que cela, c'est du cadeau. Alors, qu'on ne me dise pas que je ne travaille pas avec les jeunes. "Ah, ta merde, ta merde !" Je lui dis "Fais pas ta merde, là ! Je ne la fais pas ta merde !" Mais ils la savent par coeur. Mais ils étaient là aux répétitions. Là, ils gueulent. " Comment ?! Lulu elle vient plus ! On ne pourra plus la faire chier !" Je le dis en rigolant parce que je n'ai pas envie d'en parler avec tous les mots jolis, comme tout le monde, Bourdieu, François ? Ils m'aident, du reste, ils m'aident beaucoup à tenir. Mais, c'est tout cela, travailler dans les quartiers et je voulais dire que j'y avais trouvé moult artistes profonds. C'est-à-dire que j'ai été ce qu'on appelle une très bonne comédienne, une bonne metteur en scène, une bonne chanteuse. Tout le monde me disait "Pourquoi tu fais ça, Lulu, tu perds ton temps. Tu es en train de te perdre !" Et moi, je vais vous dire, c'était un lieu que j'ai adoré, que j'aurais voulu garder et je voudrais être missionnée pour le faire. Voilà. Alors maintenant, les questions allez-y.

André VIDEAU - on l'avait volontairement gardé pour la fin, c'est vrai que c'est un projet qui était voué à l'éphémère, qui est devenu pérenne et qu'on a recondamné à l'éphémère. Donc, c'est un parcours tout à fait particulier et je pense que vous avez des questions à poser.

Christian Deleuze, adjoint au maire de Caen, chargé de la culture. (Interruption de l'enregistrement) ... Sur lesquelles nous proposons ces **Fêtes à Caen la paix**, cette volonté d'amener la culture dans les différents quartiers. Sur les onze quartiers, deux quartiers, trois quartiers, pardon, ont pris le dessus. Il y a eu le quartier la Guérinière qui était dirigé par Lulu Berton. Je prend le mot dirigé exprès. Il y a eu deux autres quartiers que nous avons amené à Portsmouth qui est notre ville jumelle et pour lesquels nous avons proposé des programmes. Et, suite à une étude faite par l'Association Faut voir, nous avons voulu savoir comment étaient perçues les **fêtes à Caen la paix**, non seulement par les habitants des quartiers mais aussi par les habitants du entre-ville. Parce que le schéma des **fêtes à Caen la paix** était celui-ci : pendant un an, on travaille sur les quartiers et il y a un moment fort dans le cadre des fêtes, qui se trouve être la présentation des fêtes au centre-ville, pendant un week end. A partir de là, nous avons constaté que : un, dans les quartiers, la plupart des habitants se disait dépossédée de leurs biens par les professionnels. Et cela, c'est une des choses qui a été constatée par l'étude. Quand nous avons discuté avec les habitants, ils disent : "Les professionnels nous ont pris notre désir de nous montrer, nous ont pris tout ce que nous pouvions apporter et ils nous imposent un peu leurs lois". Deux, nous avons eu envie, à la Municipalité, de toucher beaucoup plus d'habitants. Et nous avons pensé, dans le futur schéma - puisque tous nos schémas durent en moyenne quatre à cinq ans, donc

on fait abstraction totale de l'aspect électoral et nous passons au-delà puisque maintenant nous entamons un nouveau schéma pour 2000-2005 - que ce qui nous intéresse, c'est d'essayer de faire monter, de la part des quartiers, des projets. Ces projets, ce seront les quartiers qui nous le proposeront. Avec, ensuite, l'aide d'artistes au sens large du terme. C'est-à-dire que nous ne voulons pas orienter uniquement vers le théâtre de rue. Nous voulons orienter vers la danse, vers la musique, vers le théâtre, vers l'aspect arts plastiques, etc. Et chaque quartier devra trouver son identité au travers des propositions. Et là, nous mettrons alors à disposition des quartiers des artistes qui pourront accompagner le quartier dans sa réflexion. Avec le choix de laisser au quartier la possibilité de mettre en place une représentation à l'instant où il le voudra et comme il le voudra. C'est-à-dire qu'il n'y a plus, maintenant, de la part de notre ville, une commande passée aux quartiers. Nous laissons les projets émerger des quartiers pour, ensuite, leur permettre de se développer. Voilà en gros ce que je voulais dire.

André VIDEAU - Merci monsieur le Maire-adjoint. On va peut-être donner un peu la parole à la salle. Je vous signale quand même que le temps a passé, lentement ou vite, je ne sais pas. Mais nous sommes presque au bout du temps qui nous était imparti alors que nous croyions qu'on allait être très au large. Pour le final, je voudrais donner la parole à Michel Piotrowski pour qu'il tire un peu les conclusions de ce après-midi. mais qui demande la parole ?

Kamel Astal - Moi, ce que j'avais envie de dire c'est qu'en venant ici, j'avais entendu parler de Lulu. J'étais conditionné mais je refuse de juger sans connaître les gens, autant en termes négatifs que positifs. Je pense que cela a le mérite d'exister. Le problème qui se pose, effectivement, c'est que trop lié à un financement municipal ou autres, on est toujours dans ce problème-là. A un certain moment, l'élu nous parle, tout à l'heure, des projets qui viennent des gens, posés en d'autres termes que "trop faire sur les quartiers, d'autres parties de la population ne sont pas touchées, donc, c'est problématique, il faut toucher tout le monde. Pas de ségrégation, pas de discrimination positive". Le problème est aussi là, dans la discrimination positive. Faut-il encore penser que ces quartiers-là, si on laisse ces gens pondre des projets tout seuls, c'est intéressant en soi. Moi, je pense quand même qu'ils doivent être soutenus, aidés par gens qui ont une certaine compétence. Sans trop diriger mais soutenir tout de même ce projet. Sinon cela ne passe pas. Je pense que quelque chose de dynamique, qui vient de ces gens-là, est intéressant. Je reviens sur Rouen, concernant les travailleurs sociaux. Moi, j'entends toujours dire que les travailleurs sociaux bloquent des trucs, etc. Je suis éducateur et je ne pense pas bloquer quoi que ce soit. Je m'interroge sur des choses. S'il y a quelque chose d'éphémère, il me semble que je m'y adjointrai. Je ne pense pas que la durée puisse être évaluée en termes positifs : parce que cela dure, c'est positif ? Pas forcément. Quelque chose peut durer deux jours et les gens vont pouvoir apprendre beaucoup de choses pendant ces deux jours-là. Je ne pense pas qu'on puisse opposer les deux. D'autre part, par rapport à Rouen, que je connais très bien, je comprends aussi. Moi, je suis parti de ce quartier-là parce que ce n'était pas possible de faire grand chose. J'ai fait mon stage pendant huit mois là-bas et j'y ai dénoncé certaines choses. J'y étais en formation d'éducateur, cela n'a pas passé. Effectivement, je suis parti de ce quartier-là. Nous sommes prisonniers des financements. A un certain moment, nous ne pouvons rien faire tant que le financeur est très proche, tant qu'il est là avec des objectifs qui ne sont pas forcément les mêmes que nous, des objectifs pédagogiques. C'est cela, moi, qui me pose question par rapport

à des gens qui sont financés à l'action ou sur des projets déterminés. A un certain moment, nous sommes obligés, quelque part. Sinon, on perd notre soupe. Moi, je pense que le problème est aussi à ce niveau-là. Par rapport à votre travail, je trouve cela intéressant, ne serait-ce que pour le dynamisme que vous portez et, effectivement, vous avez échoué parce que vous faites face à des gens, à des politiques qui ont une démarche politique - si je l'étais, peut-être aurais-je cette démarche là, mais je ne le suis pas, je suis professionnel - et qu'il y a des moments où cela n'est pas toujours vécu par ces gens-là et qu'ils doivent tout maîtriser : il faut qu'on nous contrôle. Il faut qu'on sache, nous, les petits malins qui allons dans les quartiers, faisons quelque part la révolution, que nous ne sommes pas très bien vus. Il faut le dire. Nous sommes perçus comme cela. Nous, qui sommes éducateurs dans un quartier, on dénonce certaines choses. On travaille parfois avec le juge des enfants et dans les réunions avec les municipalités on ne veut pas parler de ce qui se passe entre les gens, on ne peut pas parler des gamins, de la maltraitance, parce qu'on n'a pas le droit et cela ne passe pas. On cache les choses. Il faut tout dire. Si c'est eux qui nous payaient, on serait obligé de le dire. Sinon, tôt ou tard, je suis viré. Pour l'instant, c'est le département, c'est encore très éloigné. Mais peut être un jour ...

Lulu Berton - ... tendance à parler un peu d'ici, de là, moi, le monsieur, là. Cela fait vingt sept ans que, pour moi, c'est comme cela, et pour le monsieur que la dame trouvait un peu violent, cela fait sûrement trente ans ou vingt sept, comme moi, je ne sais pas. C'est un boulot qu'on fait tout le temps. Nous sommes les putes du roi, à vie. Nous sommes dans une politique de prince à vie, on le sait. Artiste, c'est être ça. Cela ne veut pas dire que tu montres ton cul pour autant mais c'est ainsi. Un jour, tu plais, un jour tu ne plais pas. Et tu prends ton baluchon et tu recommences. C'est notre vie. Mais c'est aussi notre force. C'est-à-dire que, oui, en fait, ils ne peuvent pas me contrôler Ils ne peuvent pas ! La seule chose intéressante, c'est cela ; c'est là que je pouvais rencontrer les gens des quartiers, qu'il se passait des choses extraordinaires. On ne se pose pas de questions, on y va, on s'embarque, on fonce. Mais c'est vrai, par contre, là, tu as raison, c'est un des soucis par rapport aux sociaux : c'est que eux, et je ne leur en veux pas, ils ont peur de perdre leur boulot. C'est : " Lulu, on ne serait pas contre ce que tu nous proposes. Mais tu te rends compte de ce que tu soulèves. C'est pas possible, ça ! " Alors, c'est moi qui suis obligée de partir en fait, ou on m'éjecte. Mais, fondamentalement, moi, je dirais qu'il y a un accord. C'est cela qui m'énerve. C'est que l'accord, il est là. Je sais qu'il est là. Je crois qu'il est là. Mais il y a une trouille ...

Nicole Dubois, Sonacotra, les foyers de travailleurs immigrés qui ne sont pas toujours associés à la caravane des quartiers et autres manifestations. Parce qu'ils ne sont pas assez jeunes, sans doute, dans les foyers, pour être intégrés. Ce que je voulais dire, par rapport à ta réflexion social/culturel. La culture, elle existe sans politique. Il y a des politiques culturelles mais la culture, elle existe sans politique. Le social, c'est du politique. Donc, cela ne peut pas être pareil.

Lulu Berton- D'accord, j'entends.

Public - Moi j'ai une formation un petit peu différente. D'abord, je suis étudiante et je viens de terminer mes études. Donc, j'arrive un petit peu dans ce milieu. Il y a quelque chose qui m'interroge quand même beaucoup,

c'est que j'ai l'impression qu'il y a des clans. C'est inévitable, on se regroupe. Mais quand on ne connaît pas, on arrive et il y en a qui disent : "Moi je suis socio. Moi je suis culturel. Moi, je suis politique". C'es vrai qu'il n'y a pas de politiques à part monsieur, qui est élu. Et j'ai quand même une question à poser : est-ce que pour vous la politique ça ne sert à rien ? Ou bien est-ce que cela a aussi son utilité ? Les politiques, on leur demande de se mettre à la place de ceux qui sont du côté social et ils doivent le faire. Mais quand on est artiste ou social, on a aussi le droit de se mettre à la place des politiques. Je parle même de l'élu, qui est responsable de la ville entière, qui doit faire des choses dans les quartiers. Je pense qu'ils le font, pas toujours bien mais ils le font. Ils gèrent parfois du discours très politique, très loin mais, parfois, comme disait madame, le social, c'est du politique. Si on ne veut pas se bloquer, nous sommes obligés de ménager les gens, sinon on ne fait plus rien sur le quartier. Quand on est artiste, on a cette position et on doit l'avoir. Mais cela n'empêche pas de comprendre la position inverse qui est de ménager les gens pour pouvoir continuer à travailler dans le quartier, pour pouvoir continuer à faire d'autres choses. Et puis, de ce que disait l'élu, moi je ne connais pas le problème de Caen, j'ai compris qu'on avait des choix à faire et que si on continue à pérenniser toujours les mêmes actions, cela veut dire que c'est un choix qu'on fait de ne pas faire autre chose. Parce que lorsqu'on est élu, on a des décisions à prendre. Cela veut dire aussi qu'il y a des choses à faire et des choses qu'on ne peut pas faire. On a un financement et des limites, on ne peut pas financer tout le monde. Voilà.

Jean Mermet) Je voudrais juste témoigner ici parce que j'ai entendu des choses fabuleuses chez tout le monde. Je m'appelle Jean Mermet. J'ai inauguré la Maison de la culture de Bourges devant Malraux et de Gaulle en tant que comédien. Ensuite, je suis devenu metteur en scène et professeur. Mais j'ai, à un moment donné, construit un chariot. Cela s'appelait le chariot théâtre. Et on a roulé comme cela une dizaine d'année. Après, on a construit un tipi pour le protéger. Et j'ai bien senti cette difficulté, et avec les gens de la profession et avec les socio-cu et avec les financiers. Maintenant, il ne me reste plus qu'un câble, j'ai gardé un morceau de câble. J'apprends aux gens à marcher dessus. Mais j'ai les mêmes problèmes, en fait, pour trouver des contrats, que ce soit aux Blanc Mesnil, à Grenoble ou ailleurs. Et je renégocie la même chose qu'il y a trente ans, avec ce putain de dossier à faire, toujours, qui est difficile, très compliqué pour moi. Parce que les administratifs, en fait, me demandent une seule chose, c'est d'apprendre leur métier et de devenir comme eux. C'est-à-dire de faire leur métier. Moi, je ne sais pas faire un dossier. Mais partout, je ne peux pas rencontrer une personne sans qu'il faille faire un dossier. Alors, j'espère qu'en étant à nouveau ré abriter, chez **Montalhot**, là, à Créteil - et je vais venir jouer à la Vilette - je vais revenir à nouveau dans l'institution, moi qui suis devenu le plus SDF des SDF des artistes. Je n'ai plus rien, le temps a passé. Moi, ce que je voulais simplement dire pour faire court, c'est que c'est entre nous, d'abord, qu'il faudrait pouvoir faire, je ne sais pas si cela s'appelle de l'amour ou de la politique ou les deux. Mais en tout cas, ce qu'on veut faire dans ces quartiers pour les fameux immigrés, pour les fameuses classes sociales défavorisées, pour les fameux quartiers durs, je pense qu'il faut le faire d'abord entre nous. Entre nous, artistes, fonctionnaires, élus, pourquoi pas, financiers, infirmières, médecins, étudiants en socio-cu à la fac. Parce que moi, quand j'ai construit mon chariot, la première fois, j'aurai bien voulu avoir la fille qui s'occupe de musique avec Nicolas Frize, parce que c'est elle qui aurait pu donner au chariot la possibilité de trouver un chemin. Et moi, je me souviendrai toujours du **FIC** qui m'a dit, à la conclusion de mon dossier : "toute structure mobile a tendance à

devenir immobile. " Et bien, moi, je n'avais pas compris ce que faisait **Jean Daney** et les **tréteaux de France** à l'époque. Il bouffait avec chaque conseiller général de toute la France. Et finalement, cela a marché trente ans, son truc. Moi, je n'avais pas compris qu'il fallait devenir un courtisan et apprendre à faire des dossiers et à faire des dîners. Je n'avais pas appris cela à Strasbourg ni au Conservatoire. Je pense donc que c'est entre nous que cela se passe, cette toile d'araignée, et qu'il faut que ce réseau socioculturel s'intensifie. Et ils seront bien obligés de faire avec. On fait bien avec les banlieusards.

Paul Blanc - Il ne faudrait pas être dans la caricature. Il y a des nomades, il y a des résidents. on peut dire que les artistes sont les nomades et que ceux qui sont sur le terrain sont des résidents. Encore qu'il y a des gens qui bougent dans leurs têtes plus que dans l'espace et que, souvent, pour avoir travaillé avec des artistes, je les ai trouvés bien souvent résidents. Ce que je voudrais dire, c'est qu'il y a des malentendus, il me semble, sur la relation avec le politique public. Il y a des possibilités de confrontation, il y a des possibilités d'interrogation de la commande publique. On l'a tous vécu. Nous n'avons pas en face de nous que des cons, des salauds, des calculettes. Mais il y a aussi à essayer d'inventer des propositions qui excitent leur imaginaire. Cela existe aussi. Très souvent, les propositions sont des répétitions de propositions de propositions de propositions. Et, en même temps, ils nous parlent de proximité, on parle de proximité. Mais, nous, avons-nous trouvé ce qu'on y mettait, derrière ce mot de proximité ? La proximité ne peut être que plurielle. Nous parlons de public ou de populations ? Notre fonction est-elle de s'adresser à la population ou au public, banque passante ? Et si on s'adresse à la population, quelle forme invente-t-on, autre ? La proximité, c'est la proximité avec une œuvre. C'est la proximité avec un artiste. La médiation, c'est la médiation de deux personnes qui, ensemble, découvrent quelque chose. Les lieux. C'est quoi un lieu ? Qu'est-ce que cela signifie maintenant, un lieu ? Ce sont de multiples lieux dont on a besoin, me semble-t-il. Un centre. Qu'est-ce que c'est, un centre ? Ce sont des gens qui se rencontrent. Ce n'est pas un centre géographique. Et moi, je vous assure que nous pouvons arriver à faire comprendre cela à nos partenaires. Sinon, que fait-on ici ? Si ce n'est pour aligner "Il y a les gentils, il y a les méchants, il y a les malheureux, il y a l'artiste maudit. " Nous n'en sommes plus là. Nous ne sommes plus là. Il me semble que nous sommes là pour essayer de nous dire ce qu'on invente non pas par rapport à un public, non pas par rapport à la pratique artistique des petits jeunes arabes qui vont aller faire du rap ou qui vont apprendre du théâtre. Qu'a-t-on à dire ensemble ? Comment un artiste va-t-il venir dans un quartier, en prendre plein la poire ? Et comment va-t-il se confronter, s'engueuler avec ceux qu'on appelle ... qu'on va l'appeler le culturo-social ? Tiens, cela va changer. Parce que cela peut s'inventer. Il nous faut inventer des choses. Je ne voudrai pas avoir l'air incantatoire mais j'ai bossé pendant vingt ans dans un quartier et je peux vous assurer que nous avons des écoutes sur des propositions qui étaient, quand même, effectivement, hasardeuses. Nous n'avons jamais été capables de les exporter. Voilà le vrai problème de la pérennisation. Voilà. Quand une troupe de théâtre envahit un immeuble désaffecté, c'est-à-dire sans affect. Là aussi, il faut être prudent ... Parce que les artistes : "Je viens mettre le désordre". Tu parles ! Ton désordre, c'est une agacerie culturelle. Parce que, va voir le désordre qu'il y a dans la tête et celui qu'il y a dans les murs ! "Je viens transgresser les codes". Ils ne les connaissent pas les codes, tu peux bien transgresser tout ce que tu veux ! C'est la lenteur de notre travail et c'est la pérennisation de cela qui m'avaient fait venir ici aujourd'hui.

Lulu Berton - Je ne suis pas du tout là-dedans. Pas du tout. Je suis dans l'accompagnement et le travail avec les gens. Je ne me suis pas senti de cela, moi, jamais. J'accompagne réellement quelque chose. par contre, je crois en effet que tu as raison, parce que moi, je suis en souffrance, là. Parce que moi, j'y croyais, j'y croyais, moi. J'y ai cru justement à ce truc dont tu me dis "avec les politiques, on peut y arriver". Et j'en ai pris plein la gueule parce qu'en effet, j'y ai cru. Nous n'allons pas nous raconter nos vies, mais entre ce qu'il me dit, lui, ce que me dit le directeur de la CAF, ce que me dit, etc. Parce qu'ils sont tout de même quinze, vingt ! Il n'est pas lui tout seul. Lui, il est à peu près propre, je trouve. Mais il y a tous les autres. C'est le "Celle-là on peut pas !" et puis celui-là : "Ça pose des problèmes. Et, à un moment donné, tu te dis "Ah oui, oui. Je peux travailler avec le politique". Et, à un moment donné, moi, je suis tombée malade ce qui est tout de même assez rare, j'ai une sacrée santé. Je n'ai plus rien compris. Je me disais "Mais qu'est-ce qui se passe, on est broyé !"

André VIDEAU - L'heure est là et je voudrais redonner la parole à Michel. Bon ...

Public - bonjour, Karen Suchmann, jeune, très jeune agent de développement culturel à **Damartin en Goesnes**. Je voulais poser une question à propos du public. Je voulais savoir. J'ai fait des stages, je commence à travailler et le public, quand je vais le voir et que j'essaie de lui parler d'un spectacle, d'une sortie culturelle, on ne me dit même pas "Je ne peux pas", on me dit "cela ne m'intéresse pas !". Et cela me fait très mal au cœur. Et, ce que je voulais savoir, c'était, justement, au niveau de la caravane, est-ce que dans les quartiers où il y a quelque chose de pérenne, il y a plus de public qu'ailleurs ? Et la deuxième chose était, à propos de Lulu, l'idée qu'un train n'avance pas sans locomotive. Et il y a sûrement des quartiers où les gens s'investissent dans des associations mais je connais aussi beaucoup d'associations où, comme les gens sont des bénévoles, ils en ont déjà assez avec leur travail, assez avec leurs enfants et, en fait, l'association ne fait rien et les gens ne font rien. Il y a des gens qui font des choses mais c'est vrai que c'est minime. Et c'est bien quand il y a des professionnels qui peuvent faire bouger les gens. Et cela, je le rencontre au jour le jour. Je découvre tout.

Mehdi LALLAOUI - Je réponds. Je l'ai dit tout à l'heure, je crois. Au niveau individuel, au-delà des grands discours, si, à un moment, on arrive à faire passer l'envie, le désir, pour moi, personnellement, c'est cela la pérennisation. Si, une fois que nous partons, des jeunes, des moins jeunes, des familles, des hommes, des femmes, ont envie d'aller à la rencontre des autres, ont envie de bouger, de se remuer le cul et de remuer les autres, c'est cela, pour moi, la pérennisation.

Public - Moi, je voulais juste poser une question parce qu'il y a un politique qui est là et c'est intéressant. Je voulais demander pourquoi la politique est aussi compliquée, en sortant de son cas individuel ? Pourquoi, quand il y a un projet intéressant, c'est toujours fonction de pouvoirs, de contre-pouvoirs, de personnes ? Pourquoi n'arrive-t-on pas, à un moment, à s'intéresser au projet en lui-même, à ce qu'il portait de bien, à ses répercussions positives ? Cela va toujours être fonction d'une personne, d'un tel qu'il connaît, etc. Elle essaie d'aller dans les quartiers pendant des années et il suffit que quelqu'un dise "Voilà, c'est bien" et donne son aval et tout le monde derrière suit. C'est tout de même inouï. Et cela, c'est partout. Donc, pourquoi est-ce aussi compliqué ? Pourquoi ces fonctions de personnes ? Pourquoi est-ce toujours pouvoir et contre-pouvoirs dans les couloirs ? Il faut toujours être courtisan pour pouvoir arriver à quelque chose dans ce pays ?

André VIDEAU - Je crois qu'en dehors de "Pourquoi la vie ?" il n'y a pas de question plus compliquée que celle que vous avez posée. Donc, cela me semble un peu tardif pour essayer d'y répondre. Nous allons essayer de tirer les conclusions rapides.

Luc Gruson - Je crois que, dans une bonne table ronde, on ne peut pas conclure parce qu'effectivement cela donne juste envie de se retrouver une autre fois pour continuer à discuter. Juste, pour répondre à ma voisine, en trois mots, sur la culture et le pouvoir, je crois que la culture est un enjeu de pouvoir. Quiconque a été artiste ou professionnel de la culture le sait et il faut être naïf pour ne pas penser perpétuellement à cela quand on travaille dans le secteur culturel. Donc, je dis à tous les jeunes - parce que j'ai entendu qu'il y avait des étudiants, etc. - que si vous voulez travailler dans le secteur culturel, n'oubliez jamais que la culture est, et a toujours été, un enjeu de pouvoir. Et si vous n'êtes pas tout à fait certains que c'est vrai, allez vous promener ailleurs dans le monde, vous verrez qu'aujourd'hui les guerres sont des guerres culturelles. La culture est un enjeu pour le pouvoir, pour les pouvoirs, c'est un terrain de combat. Donc, rien n'est facile à partir du moment où on a posé les choses comme cela. Cela pourrait être le sujet d'une autre table ronde. Alors, maintenant, je voudrais revenir sur le pérenne et l'éphémère. Sur le pérenne et l'éphémère, je crois qu'en fait, on aimerait bien que les projets culturels soient éphémères parce que la légèreté des projets culturels et leur caractère léger est quelque chose qui est attirant. Effectivement, quelqu'un a dit tout à l'heure que la culture servait aussi à se sentir bien. Je crois que tout le monde a envie, parfois, de la fête, du spontané. Et, dans les projets culturels éphémères, il y a cette idée que tout à coup le quartier n'est plus comme d'habitude et que la culture peut changer les gens, l'ambiance, la manière d'être ensemble. Je crois que le piège de l'éphémère, c'est que souvent, effectivement, cela a la préférence des administrations et des élus tout simplement parce que l'éphémère coûte moins cher que le pérenne. C'est-à-dire que c'est beaucoup plus payant, politiquement, de faire un grand événement qui dure trois jours. En plus, cela coûte beaucoup moins cher parce qu'effectivement, on installe pendant quelques jours quelque chose et après, c'est terminé. Le gros problème du pérenne est que cela coûte cher. Gérer des structures crée des coûts de structure et avoir des salariés permanents qui s'occupent de l'action culturelle en profondeur, cela coûte cher. Donc, tout le monde hésite. Je crois que le pérenne, c'est d'abord la durée et la durée crée des coûts. IL ya dix, quinze ans, nous étions dans une période où on créait des structures et nous créions du pérenne. Aujourd'hui, on sent un reflux. Je ne sais pas si vous avez remarqué qu'on a construit partout de magnifiques structures culturelles qui, en général, ont coûté très cher et sont vides parce qu'il n'y a plus d'argent pour les faire fonctionner. Donc, on fait des colloques à l'intérieur parce qu'on pense que les colloques rapportent de l'argent. C'est aussi cette question du "Comment est-ce que le pérenne et l'éphémère fonctionnent ensemble ?" Tout à l'heure, quelqu'un a dit qu'il fallait faire les deux. Moi, je ne dirais pas cela. Je dirais qu'il faut peut-être être entre les deux, s'installer dans du solide pour toujours, n'est peut-être pas l'objet de la culture. C'est-à-dire qu'il faut peut-être faire sortir la culture des lieux culturels. On parle du rapport au temps et, moi, j'aime bien l'idée du rapport à l'espace : il faut emmener les gens qui vivent dans les quartiers périphériques ailleurs. Parce que la culture sert aussi à en sortir, dans tous les sens du terme. Il faut les emmener dans les centres-villes ; il faut emmener les gens des centres-villes dans les banlieues. Cet espèce de nomadisme culturel est quelque chose d'important. Je crois que réussir à se maintenir entre l'éphémère et le pérenne est la bonne

politique. Mais, comme nous l'avons vu aujourd'hui, ce n'est peut-être pas très facile parce qu'il n'est jamais facile de se situer entre les deux. Et je crois que le point commun de tous les gens qui étaient aujourd'hui à la table ronde, c'est d'avoir fait cet effort d'être dans cette sorte d'entre-les-deux qu'on peut appeler la marge ou autre chose. Mais je crois que c'est aussi là que la culture prend son sens et sa liberté, liberté qui, je crois, est justement dans sa capacité à ne pas s'installer dans des lieux qui sont permanents et à rester éphémère. L'éphémère - notre grand témoin l'a dit tout à l'heure, et j'ai bien aimé cette idée - permet à un certain moment d'élargir le public et de toucher des gens que nous n'aurions pas touchés autrement. Parce qu'il faut parfois pouvoir faire des événements qui touchent. Je crois que si les élus y sont sensibles, c'est parce qu'il s'agit aussi d'élargir le public de la culture. Nous disions tout à l'heure que la démocratie culturelle et la démocratisation à la culture n'étaient pas faciles à faire. Je crois que l'enjeu est effectivement d'élargir les publics et de les faire se mélanger. Moi, c'est cela qui m'intéresse dans les projets culturels, qu'ils soient éphémères ou pérennes. Je passe la parole à Claude Renard qui voulait dire quelques mots aussi.

Claude RENARD -. D'abord, il est dur de ne rien dire en étant là, en charge de la politique culturelle à la délégation interministérielle à la ville. D'abord, je voudrais remercier tous ceux qui sont intervenus, qui ont pris le risque de parler librement par rapport à, pour la plupart, les années d'expériences qui recouvrent l'histoire de la politique de la ville qui, bien qu'elle ait vingt ans, est tout de même une politique récente. Toutes les histoires dont on nous a parlé, toutes les aventures et les itinéraires, ce sont effectivement des itinéraires qui sont nés dans le cadre de la politique de la ville. Et leur caractère éphémère est lié, aussi, au fait que cette politique a comme volonté de transformer dans la durée, bien entendu, les quartiers mais aussi d'interpeller les politiques publiques pour que ces actions puissent devenir pérennes. Elles sont nées d'une politique qui est là pour accompagner des initiatives parce que sans les habitants des quartiers, nous ne transformerons pas aujourd'hui les villes dans la durée. Mais ces politiques sont aussi là pour être revisitées et permettre que les actions puissent durer. Donc, simplement, je pense que la suite de ce débat est certainement une table ronde l'an prochain, et j'essaierai de faire qu'elle existe, où l'ensemble des institutions pourront apporter un certain nombre de réponses par rapport aux questions qui sont restées sous jacentes, notamment des partenariats, des financements, des modalités, etc. Une partie des choses que Lulu a dites et auxquelles je suis très sensible, c'est qu'elle a parlé des PCQ, des projets culturels de quartier. Les PCQ sont un avatar d'un dispositif qui, à un moment donné, sur quarante quartiers, ont donné des moyens qui n'étaient habituels, inattendus par rapport à ces quartiers. Effectivement, deux ans après, les pouvoirs politiques ont retiré ces financements qui avaient un caractère éphémère, et c'était entendu comme cela. Effectivement, la déstabilisation que cela déclenche sur une ville, engendre une partie des difficultés qui ont été évoquées tout à l'heure. J'ai entendu tout à l'heure parler des foyers Sonacotra. C'est vrai que nous avons eu une grande tendance, dans la dernière politique de la ville, à passer autour des foyers Sonacotra, aussi bien dans les actions qui étaient proposées que dans les actions qui leur étaient adressées au quotidien. On essaie aujourd'hui, dans ce domaine là comme dans d'autres, comme dans la culture, de permettre que les choses puissent se pérenniser. C'est l'ambition des sept années qui viennent. Et je pense qu'après une journée comme celle-là, moi, je suis suffisamment secouée pour secouer mes collègues, de manière à ce que nous puissions vous donner, aux uns et aux autres, à tous ceux qui étaient dans cette salle, les outils d'une pérennisation de vos projets. Parce que derrière tout cela, qu'est-ce que c'est ? Entre l'éphémère et le

pérenne, qu'est-ce qui fait tenir tout cela ? C'est le projet. Et l'ensemble des projets existent dans les quartiers. Parce que les quartiers ne sont pas ce qu'on en a dit d'une manière un peu négative. Ce n'est pas, pour moi, du vide qu'il faut remplir, c'est du plein qu'il faut accompagner et à qui il faut effectivement donner les outils pour qu'il puisse continuer à faire de projets qui transformeront cette société. Donc, je peux vous dire que nous allons essayer de donner une suite à ce débat, ici, là et bientôt.

André VIDEAU - Merci Claude. Avant de donner la parole à Michel Piotrowski pour le mot de la fin, je vais vous remercier d'avoir été très patients. On se disait que quatre heures, nous n'arriverions jamais à les meubler. On s'aperçoit que nous avons bien rempli les quatre heures. Quelques uns nous ont abandonnés en route mais c'est ainsi. Il y a les sédentaires et les itinérants, c'est comme dans la culture. Dans le public, c'est un peu la même chose. Donc, merci à vous tous. Merci à nos intervenants qui, vous l'avez bien vu, ne sont pas simplement venus exposer leurs projets mais, je crois, s'exposer devant votre écoute et votre jugement. Donc merci à Michel Jacques, Lulu Berton, à Mehdi Lallaoui, à Karine Noulette et à Eric Surmely et merci aussi, à Michel, à qui je passe la parole pour vous dire quelques mots en guise, si ce n'est de conclusion, de fin de partie.

Michel Piotrowski -Evidemment, nous n'allons rien conclure. Mais, mon sentiment, en fait, à l'issue de cette discussion un peu bizarre, finalement, c'est que nous y sommes arrivés. Le problème, vous l'avez tous dit, est éminemment politique. Il est très politique au sens de la société dans laquelle on vit aujourd'hui. Nous n'avons pas parlé du prix de la culture, nous n'avons pas parlé de combien cela coûte, pour des personnes d'un quartier, de se rendre à un concert ou d'aller à l'opéra lorsque quelque chose peut les satisfaire. Nous n'avons pas parlé non plus de la difficulté que nous pouvons avoir à produire une activité culturelle, et de l'exigence, du prix de l'exigence dont parlait Lulu tout à l'heure. C'est vrai que l'apport des professionnels est un élément clef dans la politique culturelle des quartiers, je le pense très sincèrement, que c'est un apport d'exigence qui correspond au respect dont on parlait aussi tout à l'heure. Le respect c'est d'abord l'exigence esthétique, c'est d'abord l'exigence culturelle, quelque soit le motif, quel que soit le lien. Je crois qu'au fond, là où c'est éminemment politique - et mon sentiment c'est bien celui-là aussi - en dehors de la culture, on a la barbarie. Et je crois que c'est Malraux qui disait cela. Ce fut un de ces arguments clé pour la création des maisons de la culture qui se voulaient être des lieux d'ouverture et des lieux d'accès au plus grand nombre. Mais, au fond, en-dehors d'un terrain favorable à l'émergence de la création, à l'émergence culturelle, on est dans un terrain barbare. Or, ce mot de barbarie nous rappelle aussi un certain nombre de discours qu'on a pu tenir sur nos quartiers. Est-ce que, à certains moments, cette approche politique, va nous amener à cantonner des effets de barbarie que nous voudrions bien voir rester bien sages dans un espace donné ? Ou est-ce qu'au contraire, on va rebondir sur un espace d'expression tel que nous l'avons dans nos quartiers pour provoquer du dialogue, provoquer de la création ? Et surtout, je crois, c'est ce qui ressort peut-être aujourd'hui du sentiment que j'ai d'avoir entendu un certain nombre de personnes, c'est cet immense bonheur, cette immense émotion qu'ont tous ceux qui ont produit, qui ont participé, qui se sont donnés à des projets de culture dans des quartiers, à proximité de personnes, qui a priori, n'étaient pas des consommateurs traditionnels de la culture qui est la nôtre. Cet immense bonheur et cet immense émotion qu'on a perçus, moi, me donne un sentiment d'espoir et d'optimisme. Mais que nous devons sans doute faire relayer par cet espace politique que vous

avez évoqué tout à l'heure, parce que c'est là que, finalement, les conditions favorables pourront être apportées. Quand je vois qu'aujourd'hui, nous sommes en train de travailler les uns et les autres sur les prochains contrats de ville, Claude parlait tout à l'heure du relais qu'elle pouvait faire au sein des institutions, il est quand même beaucoup trop fréquent aujourd'hui que la part culturelle de ces contrats soit trop faible, alors que dans la plupart des villes, les budgets culturels est sûrement un des volumes les plus importants du budget des collectivités. Donc, je crois que cet écart est important. Nous le vivons aujourd'hui. Nous avons à le travailler au quotidien. Mais le mot qui me plairait le plus pour cette fin c'est de dire : "Poursuivons ce bonheur, poursuivons ces émotions, on l'a trop ressenti cet après-midi".

André VIDEAU : Merci beaucoup. Merci à tous et bonne soirée, et bonne fréquentation des festivals des cultures de La Villette.